l'unité

M 2805 - N° 446 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 4 décembre 1981



Sygma

Pas de "pause" pour les rumeurs

PAR GUY PERRIMOND

IL y a les faits, les mots et leurs multiples interprétations. Rappelons tout d'abord quelques faits. La conjoncture économique s'améliore. La relance induite par les mesures prises, en juillet et ce mois-ci, en faveur des plus défavorisés porte ses fruits : la consommation populaire a amorcé la pompe. D'autres décisions, de caractère budgétaire, et les aides multiples offertes aux entreprises sont venues renforcer la tendance. Aujourd'hui tous les indicateurs montrent que l'espoir n'est plus un rêve. Et les patrons — pas tous, mais un bon nombre — commencent à trouver qu'il va devenir difficile de « ne pas y aller », de ne pas produire davantage, de ne pas investir, de ne pas créer d'emplois.

Toujours du côté des faits : d'ici à la fin de l'année des lois de caractère structurel — nationalisations, etc. — seront votées. Le changement, ce vieux rêve du temps où la gauche était dans l'opposition, deviendra réalité. Dans un calendrier mi-chargé mi-imposé, gouvernement et Parlement ont paré au plus pressé : se doter d'instruments efficaces et agir jour après jour, avant même d'avoir de nouveaux instruments sur la marche des choses.

Toujours du côté des faits : les salariés, ceux sur qui tout pèse, le travail et le chômage, le « maintien du pouvoir d'achat » et l'inflation, ceux qui durant de longues années ont maintenu l'espoir, ceux qui ont appris que tout n'est pas possible tout de suite, ceux qui ont accepté d'attendre que le temps soit venu pour bénéficier du changement, les salariés — l'essentiel de ce « peuple de gauche » qui a porté le P.s. au pouvoir — attendent encore. D'abord des droits nouveaux, puis une Sécurité sociale digne de ce nom, enfin une fiscalité plus juste.

Viennent les mots et les interprétations. La droite depuis juin vit sur un espoir souvent formulé : « Ils ne tiendront pas. » « Ils », pour la droite, c'est tout à la fois le gouvernement, le Parlement, le poids d'un électorat. Ayant échoué sur le plan économique, les leaders — enfin les orateurs — de l'opposition ont espéré qu'il en serait de même pour le nouveau pouvoir. Face aux réformes de structures leur rêve s'est brisé : le P.s. tenait ses promesses. Dès lors l'injure a fleuri. Puis la manipulation. Ou, tout au moins, une tentative de manipulation par médias interposés. On a eu droit après l'échec rêvé, annoncé, à la mort, toujours rêvée, du président de la République : à défaut d'annoncer l'échec d'une politique, parlons de la maladie d'un homme...

(suite en page 2)



Algérie-France la nouvelle donne
(page 2)

Ceux qui laissent venir à eux les enfants perdus
(page 8)

SUBVENTIONS
Bon appétit, messieurs!...
(page 10)

La grande bouffe rabelaisienne
(page 10)

La digestion lourde des repus
(page 11)

Chaillot: une colline non inspirée?
(page 11)

(suite de la page 1)

On en est aujourd'hui à l'exégèse des contradictions internes présumées d'une majorité par ailleurs incontournable. Contradictions réelles ou supposées, peu importe. Ce qui compte c'est le doute. Seule la Bourse ne s'y est pas trompée : dans cette affaire franco-française, elle n'a pas bougé.

Revenons aux faits. Depuis six mois députés et ministres cherchent tout à la fois à gérer le présent, l'immédiat et à préparer l'avenir. Chacun, dans sa sphère de compétence, fait tout à la fois du « jour le jour » et annonce ce qu'il souhaite pour le lendemain. Avec peut-être parfois un peu de maladresse : à jouer la démocratie, le dialogue avec les partenaires sociaux, en refusant de limiter aux seuls cabinets ministériels la préparation des textes, en demandant en dehors d'un cercle restreint des rapports, en les publiant, bref en faisant précéder la décision d'une discussion à ciel ouvert, le nouveau régime a pu, dans tel ou tel cas, perturber l'opinion. Faut-il qu'avant le 10 mai la démocratie ait approché du degré zéro pour que ce va-et-vient, cette tentative de ne pas limiter au cercle glacé du Pouvoir les grands choix, soient devenus gênants !

Mais il en est ainsi. Dès lors il est naturel que l'on tente, afin de ne pas perturber (!) davantage les patrons par exemple, de fixer, vite, clairement, les futures règles du jeu. Mais en prenant garde de ne pas se laisser influencer par l'orchestration d'une feinte fureur. A propos de l'impôt sur la fortune par exemple : sur les 1 000 milliards que représente la fortune des 150 000 personnes soumises au nouvel impôt, le rendement attendu pour 1982 n'est que de 3 milliards. De quoi faire sourire un bon gestionnaire...

Il est donc nécessaire tout à la fois d'affirmer un calendrier, de mieux préciser les intentions, d'éviter les à-coups, les approximations. Ces évidences permettront de « rassurer » ceux que le doute trouble un peu trop. Mais il est nécessaire, compte tenu des faits, d'équilibrer les efforts. Une fiscalité nationale ou locale plus juste, une Sécurité sociale revue et corrigée, des droits nouveaux pour les salariés sont tout à la fois des promesses faites et des exigences sociales. Aucune de ces réformes n'est incompatible avec la gestion quotidienne de la conjoncture économique. Mieux, elles peuvent, et doivent, participer à la remise en état de notre économie. Car la société est un tout. On ne peut pas, l'Histoire en témoigne, mettre deux pieds à une chaise et s'asseoir dessus.

Le processus engagé en mai a sa logique. La droite ne verrait aucun inconvénient à la mettre en pièces. Mais on sait qu'une logique mutilée n'est pas opérationnelle. Dès lors accepter de faire attendre une partie de la collectivité pour qu'une autre partie digère les changements intervenus n'a pas grand sens. Par contre ne pas surcharger un calendrier, ne pas présenter comme une réforme ce qui n'est qu'une adaptation est logique.

On rejoint là les « multiples interprétations ». Car, depuis lundi, la presse manipule dans tous les sens une déclaration de Jacques Delors. Une phrase toute simple : « Il faut faire une pause dans l'annonce des réformes mais, en revanche, il faut mener à bien, soigneusement, celles qui ont été décidées. »

Dans leurs commentaires les journalistes ont omis un seul mot : « l'annonce ». Et là tout change de sens. Il ne s'agit plus — une fois ce mot oulié — de réaliser le plus sérieusement possible le programme gouvernemental mais de le stopper. Un rêve, pour certains, pour d'autres une ligne de fracture au sein du gouvernement entre ceux qui veulent aller plus loin — les maximalistes — et les prudents, les sérieux, les sociaux-démocrates. Etrange que journalistes et hommes politiques n'aient pas lu, pas vu, ce tout petit mot ? Pour qui sait lire Jacques Delors a demandé que le programme du président de la République, prévu pour un septennat, ne soit pas présenté, chacun annonçant sa réforme comme réalisable, en un an.

Langage qui ne surprendra personne. Sauf ceux qui lisent trop vite. Pierre Mauroy à Grenoble a donc eu raison de rappeler que « les réformes et le changement annoncés par le président de la République et voulus par les Français se feront. Nous sommes résolus à les mener sans accélération ni précipitation, mais de manière permanente et continue ».

Entre les faits, les mots et leurs multiples interprétations, il y a, par les temps qui courent, de sacrées divergences. Il est dommage que, pour tenter de déceler des « dissensions », les journalistes en arrivent à ne plus savoir lire.

Algérie-France : la nouvelle donne

L'accord "politique" sur le prix du gaz a permis aux présidents Chadli et Mitterrand de définir des "formes originales et exemplaires" de coopération



Sygma

Les présidents Mitterrand et Chadli.

PAR CLAUDE ESTIER

(de notre envoyé spécial)

VOYAGE exceptionnel, succès sur toute la ligne. Ce ne sont pas des formules toutes faites mais des appréciations qui résument exactement la visite officielle que François Mitterrand vient d'effectuer à Alger. On attendait de cette visite à la fois la restauration entre les deux pays d'un climat de confiance et la solution concrète d'un certain nombre de dossiers en suspens. Côté climat, tous ceux qui ont suivi le voyage ne sont pas près d'oublier la chaleur de l'accueil populaire fait au président de la République française. Côté concret, on verra au fil des prochaines semaines que ce que l'on appelait jusqu'ici le « contentieux » franco-algérien a été très largement surmonté. Y compris sur l'épineux problème du prix du gaz algérien.

Ce dernier dossier était sans aucun doute le plus difficile. D'une part, parce qu'il contenait un obstacle en soi, la fixation du prix auquel la France va payer le gaz à l'Algérie, d'autre part parce qu'il commandait tout l'avenir de la coopération économique entre les deux pays. Depuis des mois des experts, puis des « sages », puis les ministres concernés ont tourné et retourné ce problème sous toutes ses faces. La décision était désormais politique. Elle a été prise « au sommet » mardi soir au cours du tout dernier entretien en tête à tête entre les présidents Mitterrand et Chadli Bendjedid. Si elle n'a pas été annoncée aussitôt c'est parce qu'il reste à la traduire en termes techniques et commerciaux, ne serait-ce que parce que le futur acheteur du gaz algérien n'est pas l'Etat lui-même mais Gaz de France.

C'est donc bien sur de nouvelles bases que s'engagent à partir de cette semaine les relations franco-algériennes souvent soumises depuis vingt ans, depuis la fin de la guerre d'Algérie, à des tensions entretenues par des facteurs passionnels toujours vivaces.

Cette fois, c'est évident, la page est tournée. Elle l'est par une volonté commune des deux présidents qui ont décidé ensemble, dès leur première rencontre, d'enterrer le passé pour se tourner résolument vers l'avenir. C'était une condition psychologique pour aborder utilement les problèmes politiques mais elle était essentielle. Et elle correspondait, sans aucun doute possible, à l'attente du peuple algérien, ce peuple qui compte aujourd'hui vingt millions d'habitants dont plus de la moitié âgés de moins de vingt ans, c'est-à-dire nés après l'indépendance. Les images de l'accueil populaire d'Alger le premier jour, celles plus fortes encore des rues de la Casbah où une foule enthousiaste d'enfants, d'adolescents, de vieux aussi, c'est-à-dire ceux qui connurent, souvent dans leur chair, les violences de la « bataille d'Alger », exprimèrent mieux que tout commentaire à quel point l'Algérie est demeurée — ô miracle ! — proche de la France.

Proximité voulue incontestablement par celui qui préside aujourd'hui aux destinées de l'Algérie, le président Chadli Bendjedid, homme relativement peu connu au moment où il prit il y a trois ans la difficile succession de Houari Boumediene mais qui a su, peu à peu, à son pas de paysan, comme disent ses amis, engager l'Algérie sur de nouveaux chemins au plan intérieur — politique et économique — comme au plan international.

Plus de grands complexes industriels

L'Algérie n'est, certes, pas devenue une démocratie de type occidental. Elle vit toujours sous le régime du parti unique, le F.l.n. dont le Comité central décide des orientations du pays. Mais sur ce parti unique, dont il est aussi le secrétaire général, le président Chadli a pesé dans le sens d'une certaine ouverture politique — plusieurs opposants exilés ces dernières années sont rentrés et, pour la première fois, on vient d'ouvrir un débat, riche de controverses, sur l'histoire de la révolution algérienne — et d'un plus grand réalisme en matière économique. Le ministre du Plan Abdelhamid Brahimi m'a, par exemple, longuement expliqué que c'en était fini avec les grands complexes industriels de la période précédente qui n'ont jamais pu être rentabilisés, que l'on avait renoncé à la « folie » qu'aurait été la création d'une usine d'automobiles intégrée à 70 %, que l'on s'orientait désormais, à côté du secteur public qui demeure essentiel, vers la réhabilitation d'un secteur privé accompagnée d'une simplification des procédures pour les contrats et les investissements.

C'est dans ce nouveau contexte que la coopération économique prend tout son sens à la fois comme contribution essentielle au développement de l'Algérie et comme modèle de relations entre un pays du Nord et un pays du Sud. Le responsable du secrétariat permanent du F.l.n., Cherif Messâadia, a beaucoup insisté sur ces deux points en voulant me convaincre qu'il ne fallait pas prendre le problème du gaz isolément :

« Ce problème s'inscrit dans un ensemble beaucoup plus vaste qui est celui de la coopération économique franco-algérienne ou plus exactement des nouvelles données de cette coopération économique. Le problème est que cette coopération se fasse désormais sur la base d'un échange équilibré. Tant que l'échange demeure inégal, nous en restons au système de type colonialiste ou néo-colonialiste. Equilibrer l'échange signifie que nous puissions acheter ce dont nous avons besoin en payant avec ce que nous pouvons vendre. C'est pourquoi nous voulons vendre ce que nous avons, c'est-à-dire le gaz, à un prix qui nous permette d'acheter ce dont nous avons besoin.

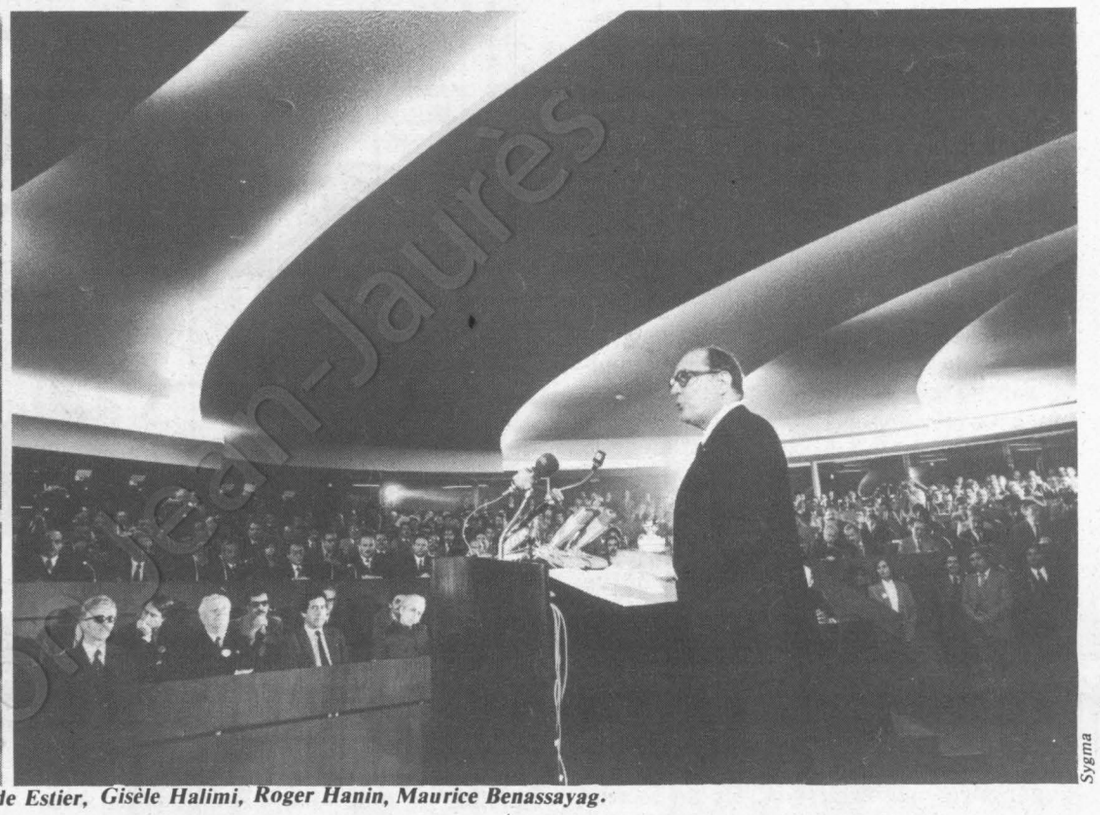
« Notre principale préoccupation aujourd'hui est de rentabiliser tout l'effort industriel que nous avons accompli depuis 1962, ce que nous n'avons pas réussi à faire jusqu'à maintenant. Pour cela nous avons besoin d'une technologie que la France possède. Vous n'allez pas nous en faire cadeau. Nous voulons la payer. Nous le pouvons puisque nous avons quelque chose à vendre, quelque chose dont vous avez besoin vous-mêmes pour votre économie. Voilà pourquoi il faut absolument que nous nous mettions d'accord. Le prix du gaz est un problème mais si nous sommes d'accord sur les principes ainsi définis,



Sygma

Le président Mitterrand au cimetière Bologhnine (en Saint-Eugène) ; on reconnaît Mgr Duval.





Sygma

Prononçant son discours devant l'Assemblée nationale populaire. Dans l'assistance Roland Dumas, Claude Estier, Gisèle Halimi, Roger Hanin, Maurice Benassayag.



Visitant la Casbah d'Alger.



Mitterrand et Chadli dînant au Palais du peuple avec Jules Roy, Jacques Berque, et Claude Cheysson.



Sygma

nous pouvons trouver des formules, un calendrier. Nous devons faire preuve d'imagination.

« Ce qui est en cause d'ailleurs, ce ne sont pas seulement les relations bilatérales entre la France et l'Algérie. Le monde entier nous regarde et se demande si deux pays, l'un développé, l'autre en voie de développement, l'un ancien colonisateur, l'autre ancien colonisé, peuvent se mettre d'accord pour réaliser entre eux un échange équilibré. Notre pari c'est que c'est possible aujourd'hui avec la France. Nous l'avons dit à nos amis africains parfois sceptiques. Si nous réussissons, les conséquences seront considérables, pour nous, pour la France qui trouvera là un facteur considérable de relance économique et qui verra grandir son prestige dans tout le tiers monde car elle aura su donner une nouvelle dimension au dialogue Nord-Sud. »

Des projets à offrir aux entreprises françaises

Si j'ai reproduit longuement ces propos d'un des principaux responsables politiques algériens, d'un homme qui jouit de la totale confiance du président Chadli, c'est parce qu'ils illustrent parfaitement, je le crois, la signification profonde de ces deux jours de conversations à Alger qui sont elles-mêmes une conséquence logique des changements qui se sont produits chez nous depuis mai dernier.

La France et l'Algérie ont aujourd'hui un intérêt évident à développer, une coopération bilatérale étendue, aux « formes originales et exemplaires », comme le dit la déclaration finale : à partir du règlement du prix du gaz, les Algériens ont une foule de projets à offrir aux entreprises françaises dans les secteurs les plus divers. Elles ont de même intérêt à agir ensemble au plan international comme elles ont d'ailleurs déjà commencé à le faire récemment à Cancun à propos du dialogue Nord-Sud ou plus précisément encore des problèmes qui se situent autour de la Méditerranée. Sur ces deux plans, une volonté commune s'est dégagée à partir de laquelle chacun des autres problèmes en suspens peut rapidement trouver sa solution, qu'il s'agisse de ceux concernant la communauté algérienne en France, ou les biens des Français en Algérie ou encore de l'affaire, démesurément gonflée par la droite nostalgique de l'« Algérie française », des archives d'Aix-en-Provence au sujet desquelles François Mitterrand a clairement expliqué qu'il s'agit de faire en sorte, question de simple bon sens, « que l'Algérie puisse disposer des archives dont elle a besoin sans pour autant qu'on rende à l'Algérie les archives de la France ».

On comptabilisera dans les prochaines semaines les retombées de ce voyage qui a été apprécié aussi par les milliers de Français résidant aujourd'hui en Algérie — ils sont au total 45 000, dont 3 à 4 000 anciens « pieds-noirs » — qui ont ovationné François Mitterrand au cours de la réception de mardi soir au Palais du peuple. Ces Français-là constituent une sorte d'avant-garde du nouvel esprit de coopération entre deux pays et deux peuples que l'Histoire aurait pu définitivement séparer mais qu'elle a au contraire étonnamment rapprochés. Je laisse le mot de la fin au cardinal Duval, le vieil archevêque d'Alger qui a vécu depuis trente-cinq ans tous les drames et toutes les joies de l'Algérie et qui, saluant François Mitterrand à son départ, lui a simplement dit ces mots : « Merci pour ce que vous avez fait. » ●

Fonds Jean-Jaurès

DES MANAGERS POUR LA GAUCHE

Symboles ou sous-produits, vieux généraux ou jeunes capitaines

La gauche a certes besoin de compétence à la tête des entreprises nationalisées, mais elle a surtout besoin de confiance et d'imagination

PAR GUY PERRIMOND

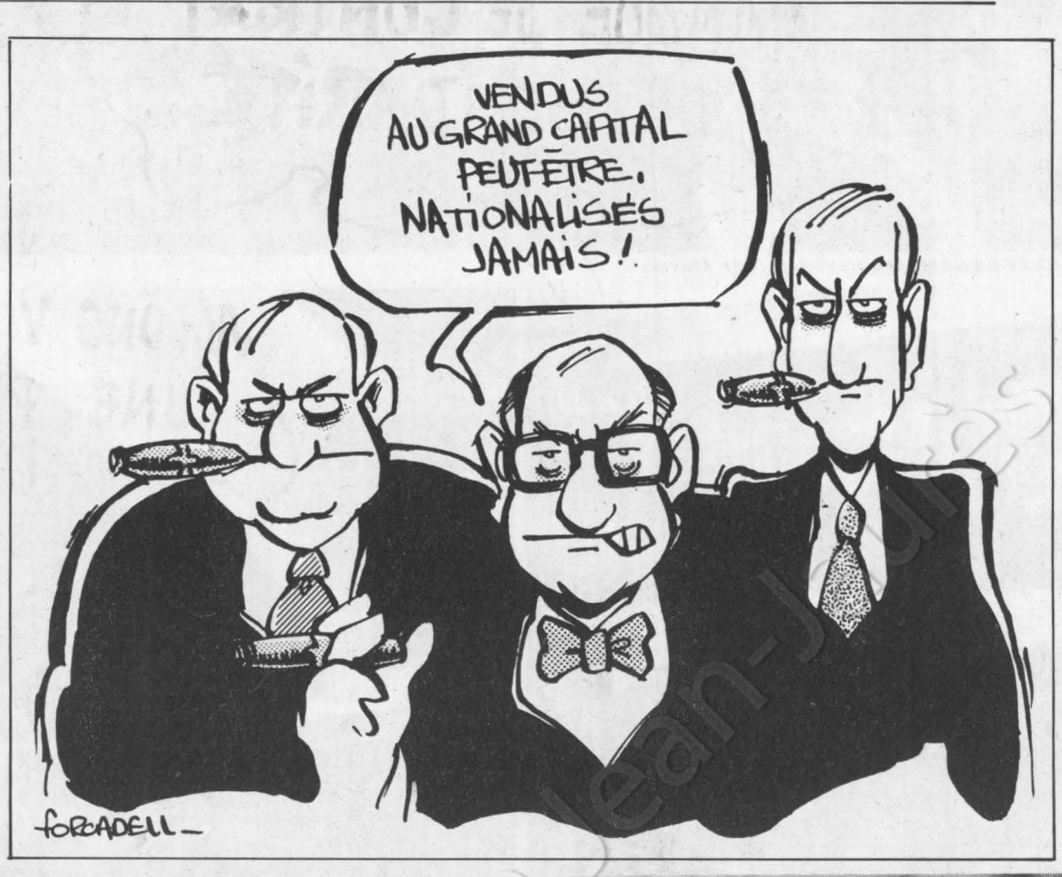
SOUVENEZ-VOUS ! Il n'y a pas si longtemps que cela, tout juste six mois, avant le 10 mai, la nomination d'un des dirigeants d'une des entreprises contrôlée par l'Etat se faisait dans l'indifférence quasi générale. Seule la presse spécialisée s'y intéressait vraiment. C'est qu'à l'époque on savait pourquoi ils étaient nommés, quelle serait leur « politique ». Et l'on passait sous silence l'essentiel, c'est-à-dire l'étendue de leur pouvoir, ses limites, les critères de choix, en dehors du « savoir-faire » évident.

Depuis quelques semaines, Paris — enfin un certain Paris — ne bruisse plus que des noms des futurs — ou supposés tels — patrons des entreprises nationales, c'est-à-dire de l'ensemble — industriel et financier — qui va être nationalisé. Et visiblement ce n'est pas le nombre de p.-d.g. ou d'administrateurs généraux à nommer qui crée l'événement, mais les critères du choix et surtout leur statut à venir. Car la vraie nouveauté est là.

Depuis de longues années, sociologues, économistes, politologues débattent pour savoir si dans les grands groupes industriels le pouvoir procède de la propriété ou de l'exercice d'une fonction ; pour savoir si ce pouvoir est personnalisé ou saupoudré, solitaire ou partagé par l'ensemble d'une « technostructure ». En nationalisant, c'est-à-dire en rendant la collectivité propriétaire de certains des moyens de production, en faisant désigner par l'exécutif les responsables des firmes retirées du secteur privé, la gauche ne pouvait faire l'économie d'une réflexion sur le rôle de ces rares hommes qui demain vont devoir animer le secteur public.

On connaît un peu la réalité de l'exercice du pouvoir dans les groupes industriels. De nombreux ouvrages lui ont été consacrés. Le dernier, « Qui gouverne les groupes industriels ? » de Michel Bauer et Elie Cohen (éditions du Seuil), résume bien l'étendue du pouvoir de quelques hommes toujours cooptés, leur « impunité », leur rôle politique. Et c'est à partir de telles analyses, du passage du privé au public, du mode de désignation, des contre-pouvoirs mis en place que l'on peut apprécier le débat actuel.

Dans un mois, courant janvier, une fois la loi sur les nationalisations votée, proclamée, toute une série de nouveaux « managers » va apparaître. Pour l'instant à Matignon, aux Finances, à l'Industrie on dresse des listes. Des « chasseurs de têtes » s'activent, préparant les dossiers. En dernier ressort l'Elysée tranchera. On en est pour l'heure à ce que « le Monde » a baptisé « le jeu de l'oie des p.-d.g. » et les retours à la case départ sont fréquents. Car avant la décision tout n'est que bruit, rêve, pression. Et chacun tente, en s'accrochant à un nom, de décoder ce que sera la politique économique à venir. Comme si rien n'avait changé, comme si une logique ne s'était pas brisée, comme si la nouveauté ne résidait



que dans les modalités du choix, dans le passage de la cooptation — fatalement interne au secteur — à la désignation. C'est-à-dire à partir de critères plus vastes.

A écouter les divers « chasseurs de têtes », le profil des futurs dirigeants des entreprises nationalisées est assez simple à définir. Il faut tout d'abord qu'ils soient habitués au management d'entreprise complexe, car développer la vie d'un groupe demande autre chose que des qualités de gestion. Puis il est nécessaire, compte tenu des mutations intervenues sur la « propriété » de l'entreprise, donc sur le type de pouvoir des dirigeants, que les personnalités chargées soient « favorables au secteur public ». Car en fonction du type de propriété les impératifs industriels — le plus souvent subjectifs — changent. Et changent surtout le type de contrôle : les besoins de la collectivité nationale sont rarement identiques à ceux de quelques gros porteurs d'actions...

Enfin, compte tenu de la démocratisation nécessaire il est évident que ces managers devront avoir une conscience aiguë des relations sociales. Car les salariés auront leur rôle à jouer, et poser, même inconsciemment, les rapports direction-personnel en termes a priori conflictuels ne serait pas un élément de réussite. Il suffit pour le comprendre de mesurer les réactions des syndicats à certains des noms avancés.

Viennent ensuite des soucis ou des souhaits. Ne pas tout bouleverser par exemple, conserver opérationnels des groupes dont l'économie a besoin. Ne pas étatiser, c'est-à-dire, compte tenu du plan, des contrôles, laisser à un dirigeant son rôle de dirigeant, sa part d'initiative. Tenir compte de « l'image » et cela en fonction des secteurs. Une firme largement ouverte sur l'étranger



Jean-Yves Haberer. A.f.p.

a besoin d'une « tête de file » très vite crédible... à l'étranger. Puis choisir entre les vieux généraux et les jeunes capitaines. Les premiers ont l'expérience et un passé, les seconds ont du temps, et, symboliquement tout au moins, peuvent plus que leurs aînés être les acteurs du changement.

Car en ce domaine autant que dans les autres les symboles pèsent lourd. Même s'ils sont plus difficiles à manier. Depuis le 21 mai et les trois roses du Panthéon, le nouveau régime a su montrer qu'il savait utiliser les symboles. Sauf dans les domaines économiques. Car les nationalisations ne sont pas un symbole mais un moyen ; la réduction des inégalités n'est pas un symbole mais une nécessité. On a souvent dit qu'en économie le symbole était le sous-produit de l'acte, de la décision. Il conforte, consolide mais il n'est pas élan. Et si la loi sur les nationalisations n'est pas reçue comme symbolique, les réactions aux noms avancés ici ou là, qu'ils soient officieux ou non, montrent bien qu'à ce niveau, la symbolique, les mythes reprennent tous leurs droits.

Il suffit pour prendre conscience de ce phénomène d'écouter les réactions de nombreux socialistes à tel ou tel nom. Par exemple celui de Jean-Yves Haberer, l'actuel directeur du Trésor dont on dit qu'il serait le futur président de la compagnie financière de Paris et des Pays-Bas. Côté cour on parlera de l'état, déplorable, du groupe après l'affaire Moussa, de la perte de confiance éventuelle des partenaires étrangers, bref de la compétence et de la crédibilité. En un mot d'un symbole : efficacité. Côté jardin, le discours est inverse. Le futur n'intervient pas, le passé oui. Et en ce domaine celui de Jean-Yves Haberer est transparent : ce ne sont pas les capacités indéniables de l'homme qui sont mises en avant, mais ses rapports avec le régime précédent. Nombreux sont ceux qui dans la banque, la sidérurgie, la fonction publique donneront un sens très précis — sur le plan symbolique tout au moins — à une telle nomination. Et ce d'autant plus que n'étant pas « noyée » dans une trentaine d'autres elle prend valeur d'exemple. Il est donc regrettable que pour un des tout premiers noms quasiment annnoncé on n'ait pas pu, tout à la fois, tenir compte du profil et des symboles perçus côté cour et côté jardin.

On le voit en ce domaine le changement n'est pas mesuré à l'essentiel — la nationalisation —, à ce qui durera, mais à un nom, aux caractéristiques prêtées à celui qui occupera le premier la tête d'une des entreprises nationalisées. On rejoint là la nécessaire réflexion sur le rôle des équipes qui vont être mises en place. Jusqu'à présent les dirigeants des grands groupes industriels — ou financiers — n'étaient, au bout du compte, que des hommes politiques intervenant dans le secteur économique. Et cela malgré leur dénégation. Car les choix qu'ils opéraient — type de production, place de la recherche, lieu d'implantation, etc. — étaient uniquement politiques. Avec la mise en place d'un plan, avec la décentralisation, une autre politique de la recherche, un contrôle a posteriori, leur pouvoir va se modifier. Non pas se réduire mais devenir autre. Et l'essentiel est là. Car demain comme hier ce qui importe le plus n'est pas qui prend la décision mais quelle est la décision prise. Or, les règles du jeu allant changer...

Dans la lente succession des jours il est parfois difficile de mesurer l'ampleur des changements. Les grands groupes industriels modelaient, par leur choix, notre vie. Fabriquant les marchandises, ils modelaient notre univers. Les formes, les objets, les besoins c'étaient eux. Le plan, s'il est démocratique, rendra à la collectivité la maîtrise de son avenir. Le rôle des « managers » des firmes nationalisées va donc se modifier. Dès lors il faudrait ne pas prendre pour symbole ce qui n'est que conséquence ou sous-produit ; et s'intéresser davantage aux contre-pouvoirs, ou aux futures règles du jeu.

La « compétence » technique est souvent un faux débat. Giscard d'Estaing lorsqu'il a colonisé l'Etat n'a pas souvent utilisé ce critère. La gauche a besoin, elle, de compétence. Pour raccourcir les délais. Mais elle a surtout besoin de confiance et d'imagination. Et c'est là que les « jeunes capitaines » peuvent rêver. Et modifiant les méthodes de recrutement — ce qui ne réduit pas et c'est dommage le poids des « grands corps » —, en passant de la cooptation à la désignation extérieure, en modifiant les règles du jeu, en donnant par le biais du plan force de loi aux besoins et aux rêves de la nation, la gauche fait plus que de changer les dirigeants d'une cinquantaine d'entreprise. Dès lors, les choix n'ont peut-être pas l'importance qu'ils avaient avant. Même si sur le plan purement symbolique des « bavures » sont relevées, ici ou là. ●

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél : 550.32.04

Les verrous sautent

Patrons et syndicats négocient! Parfois ils se retrouvaient face à face pour la première fois, souvent ils s'étaient perdus de vue depuis une éternité. Depuis septembre cinq accords ont été signés sur la durée du travail. C'est peu... et c'est aussi beaucoup

PAR MICHELE KESPI

« LES tapis verts, rangés au fond des placards pendant des années, ont été ressortis et ils ont été jetés partout. » Pour ce responsable du ministère du Travail, l'objectif est atteint. Ceux qui craignaient que les ordonnances prises par Pierre Mauroy nuisent à la politique contractuelle en sont pour leurs frais. Les ordonnances permettent, tout en allant vite, une double concertation. D'abord, leur rédaction prendra en compte le bilan effectué par syndicats et patrons le 15 décembre prochain. Ensuite, le texte des ordonnances lui-même fera l'objet d'une nouvelle concertation. Tandis qu'une loi aurait pu casser la négociation. Au ministère du Travail, on s'est battu pour que les problèmes sociaux ne soient pas réglés par voie législative : on aurait même préféré repousser les échéances de trois mois plutôt que de risquer de nuire à l'esprit de concertation si difficile à développer. En dépit du peu d'accords signés, la négociation, pierre angulaire de la politique sociale, est repartie.

Qu'on en juge : depuis l'accord du 17 juillet 1981, conclu au niveau national entre patronats et syndicats (hormis la C.g.t.) sur l'abaissement de la durée du travail, soixante négociations ont eu lieu dans les branches professionnelles, donnant lieu à plus de deux cents réunions entre partenaires sociaux.

Dans certains secteurs, ils se retrouvaient face à face pour la première fois... ou s'étaient perdus de vue depuis une éternité ! Même s'ils ne se sont pas mis d'accord, des gens se sont vus, ont discuté de leurs problèmes. Le 16 décembre, les responsables nationaux se retrouveront pour dresser le bilan de six mois de rencontres. Puis le ministre du Travail, Jean Auroux, les recevra à son tour, entre le 17 et le 25 décembre, pour faire le point.

Où en est-on aujourd'hui ? Une des négociations les plus importantes, qui se déroulait le mardi 1er décembre entre l'U.i.m.m. (Union des industries métallurgiques et minières) et les fédérations syndicales de la métallurgie, risque d'aboutir. On saura le 18 décembre si l'accord a lieu. La dernière réunion a permis des avancées considérables. Le patronat accepte de réduire la durée hebdomadaire du travail à 38 h 30 à partir du 1er janvier prochain. La compensation salariale monterait à 65 % (au lieu des 50 % initiaux) : à charge des entreprises de négocier ensuite la compensation totale pour les smicards, par exemple. Un succès de cette négociation entraînerait sûrement toute une partie du patronat, sensible à l'exemple d'une des plus puissantes instances patronales, à s'engager sur la voie de l'ouverture. Les choses ont avancé, mais il faut attendre la mi-décembre pour connaître la réponse des syndicats, après consultation de leur base.



Il n'empêche que, depuis septembre, cinq accords sur la durée du travail ont été signés. C'est peu. Et c'est aussi beaucoup, quand on se souvient d'où l'on vient. Depuis avril 1978, des discussions ont lieu sur ce problème : les syndicats demandent la réduction, le patronat ne voulant entendre parler que d'aménagement... Il aura fallu un an pour que les patrons admettent la notion d'une réduction de la durée du travail, et trois ans pour que le mouvement syndical (C.g.t. mise à part) accepte de parler d'aménagement du temps de travail. Il aura surtout fallu la volonté politique d'un gouvernement de gauche, mettant les partenaires face à leurs responsabilités, pour que des discussions réelles s'engagent.

Aujourd'hui, cinq branches ont signé. Le sucre (15 000 salariés), les assurances (12 000 salariés), les remontées mécaniques (8 000 salariés), le bâtiment et les travaux publics (1 800 000 salariés), le ciment et les chaux (15 000 salariés). S'il n'y a pas eu accord dans le textile, c'est qu'il est impossible de conclure tant que le « plan textile » n'est pas connu. Et dans la pharmacie, les choses étaient bien parties : le patronat était prêt à descendre jusqu'à 35 heures hebdomadaires, à condition de récupérer la liberté des prix pharmaceutiques. Les déclarations publiques de Jack Ralite contre cette éventualité ont coupé l'herbe sous le pied des patrons. Dans ces deux derniers cas donc, l'échec — provisoire ? — de l'accord n'est pas totalement de la responsabilité des partenaires sociaux.

Premier point positif, donc : les négociations ont lieu. Second point extrêmement important : l'idée de souplesse fait doucement son chemin. Les fameuses souplesses, ce sont une série de dispositifs variant selon les branches professionnelles. On ne peut en effet envisager de la même façon le problème du bâtiment, avec sa saison d'été et sa saison d'hiver, et celui de la conserverie, où se succèdent périodes de cueillettes et de mises en boîte. Le textile est un des cas les plus exemplaires de la complexité des situations : les machines coûtent tellement cher qu'il faudrait travailler le week-end pour les rentabiliser. Comment arriver à la fameuse liaison travailler moins et utiliser plus les machines ? Comment aussi, dans

(suite en page 6)

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

Après l'arrêt de « Combat socialiste », « l'Unité » redevient le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal va avoir à jouer dans la nouvelle conjoncture politique.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet. Nos lecteurs seront tenus informés de nos projets qui prendront forme globalement à la mi-octobre à l'occasion d'une grande opération de relance qui coïncidera elle-même avec le congrès de Valence.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné (nous maintenons pour quelques semaines le prix actuel de l'abonnement mais nous serons bientôt, hélas, obligés de l'augmenter) et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

** abonnement d'un an (230 F) ☐ * abonnement de six mois (150 F) ☐*

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bord, Clerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 .
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Ofres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication : Nicole Chaillot ;* Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

(suite de la page 5)

ce secteur employant principalement une main-d'œuvre féminine, aborder le problème de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes ? Non que son rétablissement soit souhaitable. Loin de là. Mais la loi amène parfois à des situations aberrantes dont les salariées elles-mêmes ne veulent plus. Les femmes ne peuvent, légalement, travailler entre 22 heures et 5 heures. Celles qui viennent du bassin minier pour travailler à Roubaix ou à Tourcoing n'ont qu'un moyen de transport : le car de ramassage, mixte, qui les mène en ville pour 4 heures du matin avec leurs maris. Elles attendent alors une heure dans le car, en tricotant, le moment de prendre leur poste. Elles sont les premières — en accord avec les inspecteurs du travail, les délégués syndicaux et leurs patrons — à réclamer plus de souplesse d'horaire : elles préféreraient commencer à 4 heures et rentrer plus tôt chez elles...

Des entreprises se sont déjà mises hors-la-loi, dans le contentement général. Dans la Loire, une entreprise mord sur la plage interdite du travail de nuit, seul moyen de garder leur emploi pour les salariées. Dans une autre entreprise du Nord-Pas-de-Calais, les ouvrières, pour des raisons de convenances personnelles, font douze heures d'affilée, au lieu des dix heures légales, et bénéficient d'un plus long week-end. A noter que la loi, depuis le 10 mai, a changé en ce domaine : la semaine de 40 heures en quatre jours est autorisée, sous réserve de l'accord du comité d'entreprise. Car cette formule, qui avait fait couler beaucoup d'encre lorsqu'un patron du textile vosgien, en accord avec ses ouvrières, l'avait lancée, a suscité un débat accéléré au Parlement. Les patrons ne peuvent l'imposer mais les salariés peuvent désormais l'obtenir.



Exemples qui montrent que l'idée de souplesse est entrée dans les mœurs de la négociation. Elle y a suscité beaucoup de débats fort intéressants. Ainsi, dans les transports routiers, où régnait la plus parfaite illégalité : les chauffeurs effectuaient en moyenne 62 h 30. Et il n'y avait que 45 inspecteurs du travail pour 30 000 salariés ! La négociation a ramené la durée hebdomadaire du travail aux frontières de la légalité : il s'agit de trouver un système qui ramènerait le temps de travail à 92 heures pour deux semaines, avec un maximum hebdomadaire à ne pas franchir de 56 heures. Ce qui ramènerait à la durée moyenne à 46 heures... au lieu de 62 h 30 !

Tout n'est cependant pas rose et certains écueils restent pour l'instant difficilement surmontables. La principale difficulté réside dans la compensation financière de l'abaissement de la durée du travail. Si l'on travaille moins, gagnera-t-on autant ? Les syndicats eux-mêmes sont divisés. La C.g.t. dit non à toute baisse du pouvoir d'achat. La C.f.t.c., F.o. et la C.g.c. acceptent en général le principe d'une compensation non intégrale. La C.f.d.t. veut la compensation intégrale pour les bas salaires, mais est prête à discuter d'une compensation dégressive pour ceux qui gagnent plus du S.m.i.c. Cette position trouve une oreille favorable chez Jean Auroux.

Une idée nouvelle en France !

Car elle mène à une idée qui lui est chère : la solidarité. Idée, il faut bien le dire, fort difficile à faire passer, comme le montre la difficulté de signer des contrats de solidarité. Le ministre du Travail dit ouvertement qu'ils ne peuvent se faire qu'à deux conditions. Si les employeurs embauchent, toujours en liant la notion d'abaissement de la durée du travail à celle de création d'emplois. Si les salariés s'impliquent eux-mêmes.

L'idée fait doucement son chemin. Dans la seule journée du 30 novembre, trois contrats de solidarité ont été signés à Grenoble. Aux établissements Merlin-Gérin, 20 départs en préretraite et une réduction du temps de travail permettent l'embauche de 562 jeunes chômeurs. Dans une filiale de Thomson-Brandt, l'Unité hermétique (2 100 salariés), 120 jeunes chômeurs viennent d'être engagés, tandis que 120 personnes partaient en préretraite. Toujours à Grenoble, une petite entreprise de 202 salariés fabriquant des machines pour papier, Alimant, vient d'embaucher 24 jeunes chômeurs qu'elle s'engage à former. En contrepartie, 24 employés âgés de plus de 55 ans ont accepté la préretraite. C'est ce que l'on peut appeler de la solidarité sur le terrain.

Jean Auroux raconte volontiers cette histoire. Il a rencontré récemment dans sa ville de Roanne un O.s. de plus de 55 ans qui lui a dit : « J'ai bien réfléchi, je vais partir en préretraite. Mais est-ce que cela fera un contrat solidarité ? » « Oui », a répondu Auroux. Cet ouvrier, un peu triste de quitter son travail, est devenu rayonnant. « Mais alors, s'est-il exclamé, j'aurai créé un emploi... » ●

SOCIETE DE CONSTRUCTION
getrabat S.A.
★ ★ ★ ★
Samy ATTIAS
PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
33, rue Ledru-Rollin - 94200 IVRY
Tél. 670.21.76
251—1

VIENT DE PARAÎTRE AU CLUB SOCIALISTE DU LIVRE

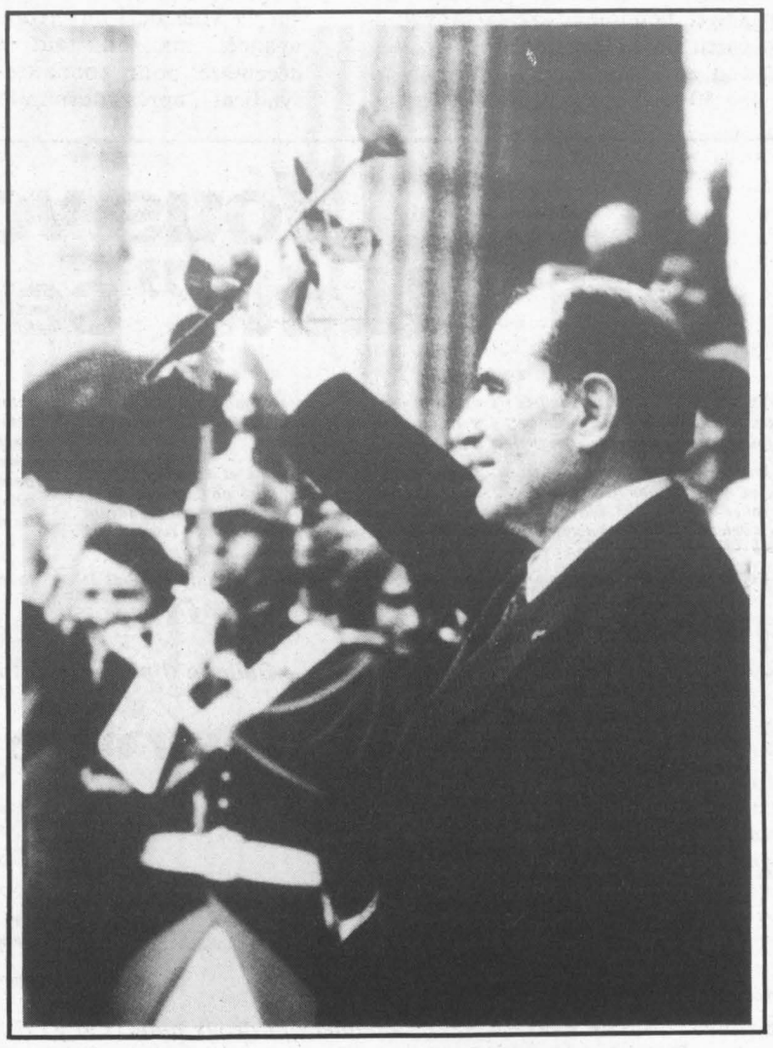
L'ALBUM du 10 MAI

Pris sur le vif,
le déferlement de joie,
l'immense allégresse de la victoire...

Livre-recueil de photographies

Texte de présentation
de SYLVIE COLLIARD

Préface
de JACK LANG



L'ALBUM du 10 MAI est en vente dans les librairies ainsi que, pour les adhérents du Parti :
au CLUB SOCIALISTE DU LIVRE 10, rue de Solférino 75333 Paris

Politique au jour le jour

Le P.s. et l'emploi

Lionel Jospin a présenté mardi à la presse la campagne pour l'emploi, préparée depuis plusieurs semaines, que le P.s. va engager dans les prochains jours. Il s'agit pour les socialistes non pas de se substituer au gouvernement mais de relayer son action contre le chômage. Présents partout sur le terrain, les militants du Parti sont particulièrement bien placés pour sensibiliser l'opinion aux mesures gouvernementales et pour signaler aux pouvoirs publics les points sensibles (entreprises en difficulté, menaces de licenciements, etc.) où il conviendrait d'intervenir. Des comités locaux pour l'emploi sont envisagés à cet effet.

Cinq affiches marqueront cette campagne, évoquant les nationalisations, la relance, la réduction de la durée du travail, les droits des travailleurs, etc. autour d'un même mot d'ordre : « Chaque emploi créé est une victoire pour tous. »

Golfech : « cristallisation de la marginalité régionale »

Ils étaient entre quinze cents et deux mille manifestants sur le site de Golfech, dimanche 29 décembre : les antinucléaires de toute la région, « la cristallisation de la marginalité régionale » disent les mauvaises langues. Quoi qu'il en soit, des incidents graves ont marqué la manifestation : cinquante blessés dont un gendarme grièvement atteint au visage, des baraquements incendiés, à Golfech comme à Valence-d'Agen situé à trois kilomètres du chantier de la centrale. Les habitants de Golfech, favorables à la construction de la centrale, avaient, eux, organisé une contre-manifestation, dans la soirée de ce dimanche soir. A Toulouse, dans la nuit de dimanche à lundi, un cocktail Molotov a été lancé sur un commissariat dans la banlieue de la ville. Un entrepôt de matériel d'E.d.f. a été incendié. Ajoutée à cela une alerte à la bombe au local de la fédération du Parti socialiste de Haute-Garonne.

« Ici tout le monde s'attendait à des violences, note Henri de Marsac, conseiller général (P.s.) du Tarn-et-Garonne. Dans la région, en effet, les esprits ne sont guère tranquilles : beaucoup pensent que les antinucléaires continueront leurs actions violentes. Sous forme d'actions de commandos. Quant aux socialistes, aussi bien les élus départementaux que les élus régionaux ils s'efforcent d'expliquer qu'ils n'ont jamais été opposés à la construction de la centrale à condition qu'il y ait des retombées économiques pour la région, notamment en matière d'emploi.C'est dans ce but que le conseil régional, présidé par Alex Rémond, député socialiste de Haute-Garonne, négocie actuellement avec le gouvernement et la direction d'E.d.f. Une déclaration gouvernementale allant dans le sens d'une pérennisation des emplois après achèvement du chantier apaiserait sûrement les esprits. »

Et puis le département du Tarn-et-Garonne ne voudrait pas que la région accapare tous les bénéfices de la construction de la centrale de Golfech et ne lui laisse que des miettes. Impossible, répond-t-on, à Toulouse, que le département accapare tout. Querelle de clochers, peut-être, mais qui semble bien plus intéresser les habitants de Midi-Pyrénées que le combat mené par les écologistes. « Pas étonnant, la plupart d'entre eux ne sont pas d'ici », remarque un habitant de Valence-d'Agen.

E.P.

Contrat de solidarité : une avancée sociale importante

Premier contrat de solidarité à être signé avec une municipalité, celui qui vient d'être conclu à Lille, la ville de Pierre Mauroy, a donné lieu à des difficultés imprévues. Non pas entre l'Etat et la municipalité mais entre la municipalité et certaines sections syndicales — C.g.t., C.f.d.t. et autonomes — qui ont refusé de signer le protocole social contrairement à Force ouvrière et à l'union départementale C.g.t. Celle-ci n'a pas hésité à désavouer spectaculairement sa section locale pour marquer son accord à ce qu'elle juge une « avancée sociale importante ».



Proposé le 17 octobre dernier par le Premier ministre, ce contrat de solidarité prévoit, à partir du 1er janvier prochain, la semaine de 35 heures (37 heures et demie actuellement), une cinquième semaine de congés payés et l'embauche de 250 personnes supplémentaires venant épauler les 3 000 employés municipaux. En contrepartie, est prévue l'ouverture de la mairie le samedi après-midi jusqu'à 16 heures 30 au lieu de la fermeture habituelle à midi.

La C.g.t., la C.f.d.t. et les autonomes apprécient les « points positifs », parmi lesquels bien sûr la semaine de 35 heures. Ils jugent insuffisants en revanche le nombre d'emplois créés : il en faudrait 400 — 150 de plus — selon eux pour combler le déficit résultant des 35 heures sans surcharge de travail.

Deuxième obstacle : le travail du week-end en raison de l'ouverture des guichets le samedi après-midi. Une mesure qui ne touche que 2 % du personnel et qui sera mise en œuvre sur la base du volontariat, réplique la municipalité.

Chacun reste sur ses positions et les trois sections syndicales se refusent à signer le protocole et appellent à une grève le 25 novembre. Un mouvement qui rencontrera peu d'échos. Entretemps, le 23 novembre, l'accord a été signé par F.o. (60 % des employés municipaux) et, fait inhabituel, par l'union départementale C.g.t. qui prend ainsi ouvertement position contre sa section. Une initiative qui n'est pas appréciée par la section en question : son secrétaire général, M. Pierre Valescan, parle de « coup de poignard dans le dos » et compte adresser une « lettre ouverte » à Georges Séguy pour obtenir que la « démocratie » et « l'indépendance » à l'intérieur de la C.g.t. soient respectées. Une initiative que justifie par contre l'union départementale et son secrétaire François Dumez pour qui « le contrat de solidarité représente une avancée sociale importante. » « Son impact, ajoute-t-il, a une portée nationale et non seulement locale qui justifie notre intervention, la section a fait passer ses querelles personnelles avec la municipalité avant la nécessité de prendre position en tant que représentant de la C.g.t. Ce n'est pas parce que c'est Mauroy qui le présente que c'est mauvais. »

PIERRE NICOLAS.

Le fait divers comme arme politique

Une vieille dame sauvagement assassinée à Saint-Raphaël. Viol atroce à Toulon. Equipée sauvage à Antibes. De fièvre du samedi soir en remake provincial du « docteur Mabuse » la presse régionale fait ses choux gras du fait divers. Le macabre, le sordide, l'ignoble sont devenus les denrées privilégiées des marchands de cauchemards.

Qu'on ne s'y trompe pas, derrière les plumatifs zélés de l'humeur noire se cache une volonté politique. La droite gère la peur, s'engouffre avec un féroce plaisir dans le malheur des uns pour faire le bonheur des éternels Dupont-la-joie, les légitimistes de la défense active, les lyncheurs qui s'ignorent encore. Derrière les corbillards et les ambulances se glissent d'étranges pleureuses. La loi du talion pour devise, les Cassandre du fait div' rêvent de débordements une tempête dans un verre d'eau qu'ils s'escriment à faire déborder.

1979, un hebdomadaire parisien publie une enquête à partir de chiffres du ministère de l'Intérieur d'où il ressort que Saint-Tropez est la ville la plus criminelle de France. Emotions dans les chaumières azuréennes, colère des commerçants toujours soucieux de « l'image de marque », stupéfaction chez les policiers de la cité du Bailly de Suffren qui découvrent soudain qu'ils sont les shériffs de Chicago-sur-mer.

Qu'en est-il en fait ? On a tout simplement divisé le nombre des crimes (dont les larcins et autres « peccadilles ») commis une année durant par le nombre d'habitants résidant 12 mois sur 12, c'est-à-dire moins de 6 000. Le chiffre obtenu est bien entendu absurde. Avec cette méthode pour le moins douteuse et compte tenu de la marée estivale, on découvrirait que le tropézien moyen fume cinq paquets de cigarettes par jour, mange 6 kilos de viande, engloutit une bonne soixantaine de pastis.

Qu'importe, le mal est fait et le premier magistrat de la ville doit répondre aux interrogations angoissées de ses administrés et faire face aux critiques des professionnels du tourisme qui craignent que cette mauvaise réputation soit préjudiciable. L'attrait de la patrie de B.B. sera le plus fort dès l'été venu mais la preuve a été faite qu'à partir d'une information grossie à outrance et fausse de surcroît on nourrissait un cancer détestable, la rumeur publique.

Le 10 mai est passé. Juillet et août ne furent ni meilleurs ni pires que leurs précédentes et giscardiennes éditions, les délinquants restent ce qu'ils sont, les délinquants et les policiers de même. Un changement pourtant. L'analyse des causes de la criminalité par le policier de base a trouvé une tête de turc... Mitterrand. Mais qu'a-t-il donc à faire dans cette galère direz-vous ? C'est tout simple. S'il y a des crimes, s'ils sont en hausse (une progression logique sans plus) c'est la faute au président qui a libéré les malfrats avec « sa loi d'amnistie ».

Tous les policiers ne raisonnent pas de la sorte et savent que le manque de moyens dont souffrent depuis des années ceux qui ont à charge la sécurité des biens et des personnes est une des explications. Dans certains commissariats de la Côte c'est une poignée de fonctionnaires qui doit faire face aux heures chaudes du week-end, aux virées nocturnes des bidasses de Toulon ou Fréjus, aux descentes surprises de la petite pègre marseillaise, au pillage des résidences secondaires par les monte-en-l'air de la brocante. Dans la plupart des commissariats on se contente d'enregistrer les plaintes le lundi matin à défaut de pouvoir sans risque mettre en place une véritable dissuasion.

Dans les zones rurales les gendarmes ne sont pas plus efficients et étouffés sous la paperasse administrative pratiquent le coup par coup entre deux constats d'accident ou un non-respect de permis de construire quand ce n'est le traditionnel renforcement pour les manifestations de plus en plus nombreuses du circuit du Castellet. Mettre au point une stratégie relève de l'utopie.

Le Pouvoir doit assumer un héritage dont sans la moindre pudeur l'opposition ose le rendre responsable. Ceux qui hier se repliaient derrière la rigueur de la gestion barriste tonnent aujourd'hui contre le manque de moyens et le laxisme de l'Etat. Les Léotard, Arreckx et autres Médecin ont décidément la mémoire bien courte.

Quoi de mieux pour nourrir une idéologie, qui renaît de cendres où bien naïvement on la croyait enfouie, qu'un bon crime de sang. L'hémoglobine à la « Une », une recette à laquelle font appel les responsables de rédactions, le plus souvent possible.

D'abord pour une raison bien simple, la « matière journalistique » ne coûte rien puisqu'il suffit d'attendre que l'événement tombe sur le comptoir d'un commissariat ou à travers les ondes de la radio des gendarmes.

Assassinez, nous ferons le reste. Une devise pour le localier moyen.

Trois Peugeot disparaissent en un trimestre au Lavandou et il n'en faut pas plus pour voir apparaître « sous le rayon laiteux de la lune » le gang des Peugeot. Brrr... Une bagarre finit par un magistral K.o. à Cagnes-sur-Mer et surgit de l'imaginaire collectif des anges de l'enfer venus d'on ne sait où. On pourrait ainsi délirer longtemps à partir de la prose en folie dont le premier but est de « vendre du morbide, du sensationnel, de la peur comme si vous y étiez. HERVE GUILLAUME



DIPAPACÉQUOI

les dessous

par Piem

L'ENFANT avait suivi le Prince, après que celui-ci eut fait son exercice à la barre du tribunal où quelques basses calomnies l'avaient contraint à témoigner.

Ponia, puisqu'il faut l'appeler par son nom, s'était retiré, furieux, dans le secret de ses appartements.

Intrigué, le petit garçon, l'œil collé au trou de la serrure (cela ne se fait pas, mais pour une fois, pardonnons, ce n'est qu'un enfant), regardait l'omnipotent en son intimité.

Le Prince avait déroulé les deux cent cinquante mètres de dignité qui l'enroulaient. La lune blafarde de son visage rebondi faisait un étrange contraste avec son pourpoint, rouge d'indignation ; ce vêtement de velours était fait d'un tissu de connivences de fort belle qualité.

Le haut-de-chausses, tramé de conspirations et de fils à retordre, moulait admirablement en son postérieur les secrètes pensées de l'homme.

Les apparences étant trompeuses, l'enfant se demandait ce que pouvait dissimuler une aussi belle parure. Son attente fut de courte durée.

La colère du Prince était grande ; il arracha son pourpoint : les spadassins marrons qu'il avait dans sa manche roulèrent sur le sol. Il les piétina avec rage puis, laissant tomber son haut-de-chausses dans un cul-de-basse-fosse, il apparut en combinaison.

C'était une drôle de combine pour un homme de cette corpulente opulence. Maintenue aux épaules par des à-peu-près et finement ourlée de trous de mémoire la combinaison était serrée à la taille par un cordon de police parallèle.

Ponia l'arracha. C'est alors qu'enfin l'enfant put découvrir les dessous de l'affaire ; c'était tout coton et pas prêt à se déboutonner car le nu est à la vérité ce que le gilet de corps est aux grands de ce monde.

Le vaste caleçon du Prince était à poids, le poids des relations ; le gilet de corps était rayé comme doit l'être celui de tout serviteur, fidèle aux puissances d'argent ; des jaretelles, brodées aux armes, maintenaient bien haut les bas de laine largement garnis. Dans cette petite tenue Ponia gardait fort belle allure, si ce n'était cette rage qui l'emportait.

Il arracha gilet, bas et caleçon qui s'en allèrent voler à travers la pièce.

Hélas ! le caleçon s'accrocha au bouton de la porte, masquant le trou de la serrure et dissimulant à l'enfant le reste de la scène.

En transpiration le petit garcon se dressa sur son lit en criant. Son père accourut le rassurer « Ce n'est qu'un rêve, mon fils, calme-toi. »

— Dis, papa, qu'est-ce qu'il y a en dessous des dessous ?

— Des histoires de gros sous ; ferme les yeux et dors.

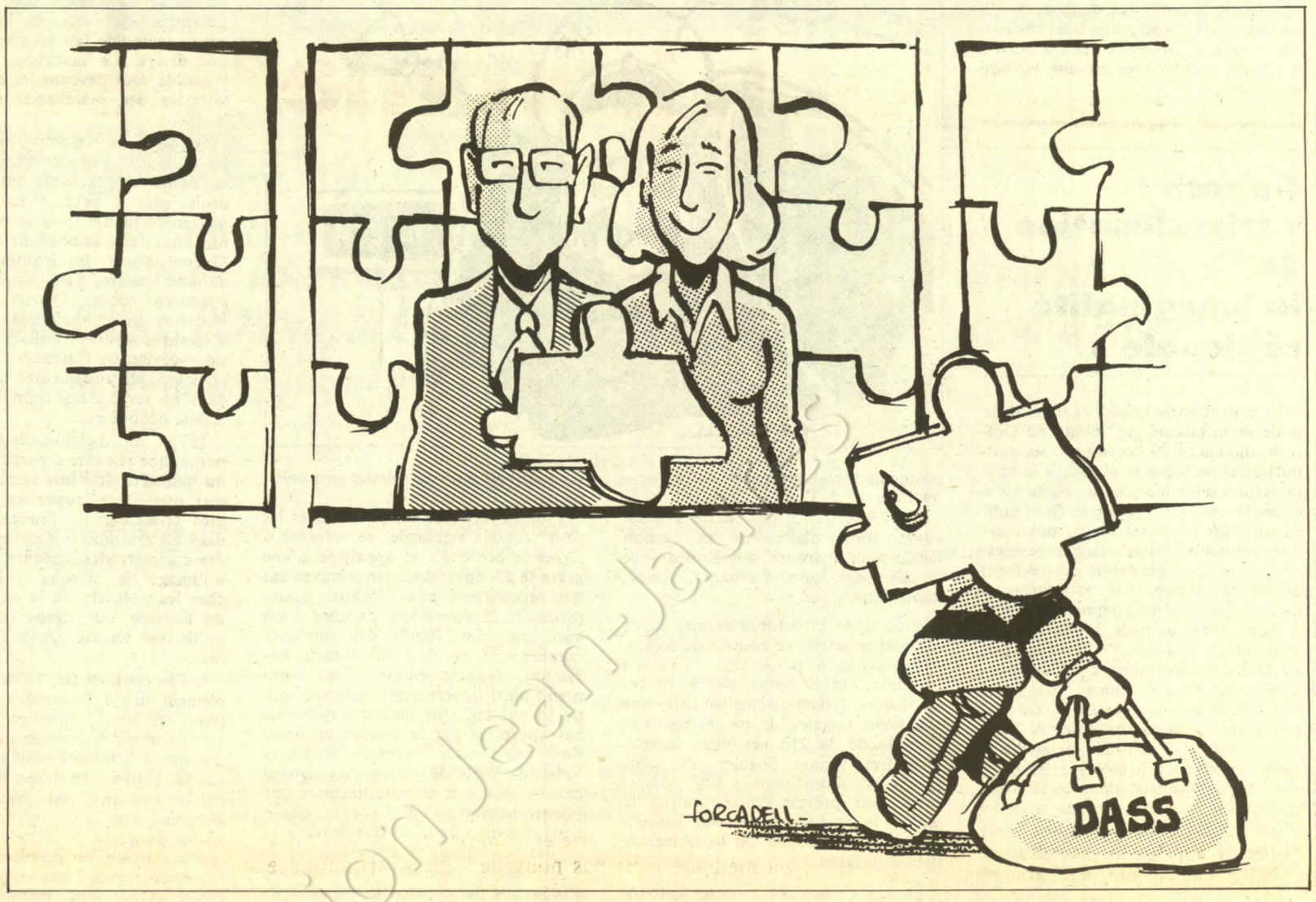
C'est ce qu'il fit, l'affaire aussi.

AIDE SOCIALE A L'ENFANCE

Ceux qui laissent venir à eux les enfants perdus

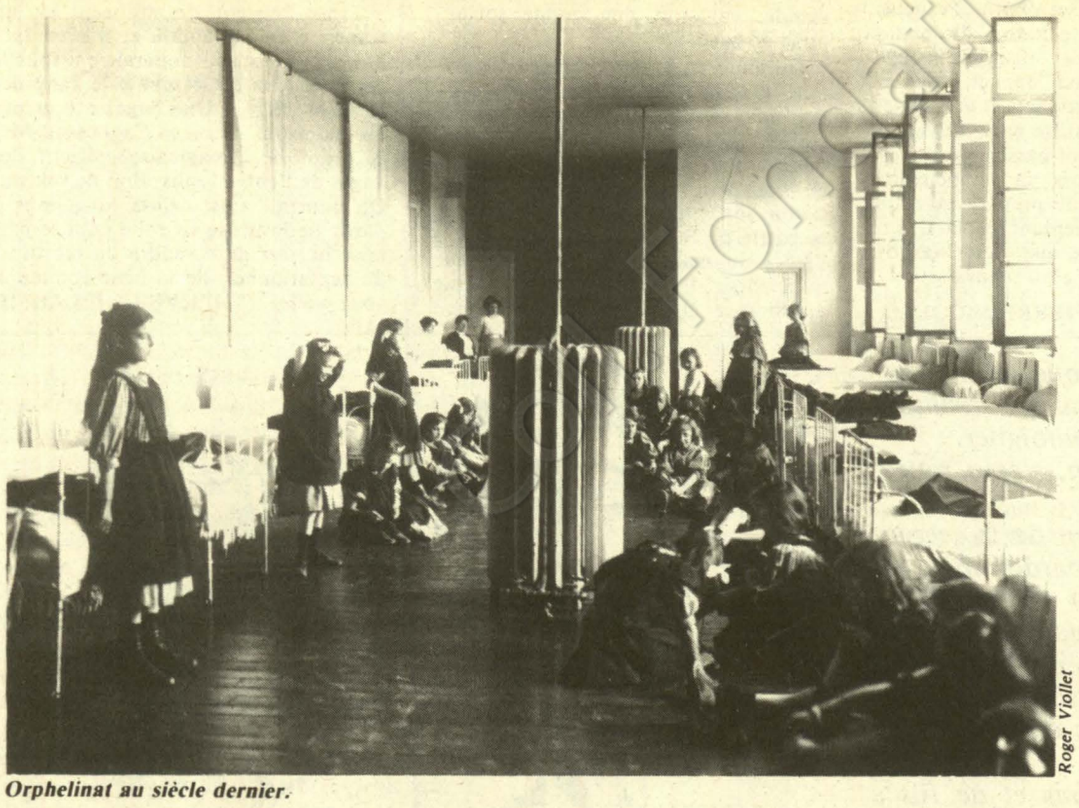
A Pau, dans le sillage de Georgina Dufoix, "l'Unité" a visité une association spécialisée dans le placement familial des enfants en détresse. Une expérience réussie

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT



GEORGINA Dufoix, secrétaire d'Etat à la Famille, a entrepris un tour de France de l'aide sociale à l'enfance. Le 17 novembre, elle visitait un foyer en cours de reconversion à Lille. Le 19, c'était Cheverny, un village de la Drôme où depuis vingt ans des familles accueillent des enfants confiés par la D.d.a.s.s. Le 24, Georgina Dufoix passait la journée au service d'accueil d'urgence des Yvelines. Ce vendredi 26 novembre, elle s'est rendu à Pau, dans une association privée pilote, « l'œuvre de l'abbé Denis ». « L'Unité » a suivi cette dernière étape.

UN voyage sans tambours ni trompettes avec le moins possible de protocole et de cérémonies officielles. « Je viens là pour m'informer, pour avoir le contact direct avec les gens. Si l'on se contente d'étudier les dossiers c'est difficile de se rendre compte des réalités. » L'œil très bleu dans un visage chaleureux, Georgina Dufoix a l'art de briser la glace très vite. Il est 11 heures et une trentaine de personnes sont autour de la table au siège de l'association dans un quartier résidentiel de Pau. Administrateurs, directeur, psychologues et surtout éducateurs, tout le monde est là. L'association, fondée par l'abbé Denis il y a cinquante ans, a été réorganisée en 1973 et ses animateurs actuels sont des laïcs. Elle est spécialisée dans le placement familial : elle recrute des familles d'accueil, traditionnellement nombreuses dans le département des Pyrénées-Atlantiques, mais chaque enfant placé est très régulièrement suivi par un éducateur de l'association. Rien à voir avec la plupart des placements familiaux où l'enfant est trop souvent livré à lui-même, « oublié » par l'administration qui a décidé le placement.


Roger Viollet

Orphelinat au siècle dernier.

« Nous avons actuellement quatre-vingt-dix adolescents de 13 à 19 ans, explique Jean-Paul Leblanc, le directeur. Ce sont des jeunes en difficultés. Nous refusons de leur coller l'étiquette « jeunes délinquants ». Ce sont des exclus de la famille, de l'école, de la société. Ils ont souvent été conduits à vivre de manière conflictuelle avec les adultes. Et l'attitude des adultes les a fortifiés dans ce comportement. Nous voulons leur donner un coup de main pour se situer dans la vie. Sans vouloir leur transmettre une morale... »

Ici, les mots de tolérance et d'amour ne sont pas souvent employés. Ils sont vécus, traduits concrètement. Cécile, une jeune éducatrice, raconte comment se passe l'arrivée d'un « nouveau ». « Quand un nouveau arrive, l'éducateur qui s'occupe de lui va le chercher à la gare. Après un long trajet en train, le gosse est crevé, il ne sait pas où il va débarquer, il est malheureux, il a peur. Dès le début, je lui explique comment on fonctionne ici. Je lui dis qu'il ne sera pas obligé de rester si ça ne lui plaît pas — on lui donne toujours un billet retour —, il sait qu'il pourra changer de famille d'accueil si ça ne colle pas. Il sait aussi que ce qu'il me confiera reste entre lui et moi. D'ailleurs, on ne cherche pas à connaître son passé. Tout cela il l'apprend dans les premières heures. » Ce premier jour est aussi l'occasion d'emmener l'adolescent dans les magasins pour faire des achats vestimentaires. « Ils arrivent souvent les mains vides, explique Cécile. Claudine est arrivée en plein hiver avec pour tout bagage un soutien-gorge et une robe d'été. Ce moment passé à acheter des vêtements permet de savoir comment l'adolescent se situe : désir ou non-désir d'acheter, sait-il lire ou non, comment est son corps, s'il a besoin de soins médicaux, etc. Et tout en parcourant les rayons du supermarché, le jeune raconte plus ou moins ce qu'il a vécu, à travers les objets qu'il regarde, qu'il touche... »

Si le jeune sait d'emblée qu'il pourra éventuellement changer de famille d'accueil, il sait aussi que l'éducateur en relation avec lui une ou deux fois par semaine sera toujours le même. C'est l'une des originalités de la formule : quand un nouveau arrive, tous les éducateurs se réunissent avec le directeur et on explique le peu de choses que l'on connaît du passé de l'enfant. « Il y a toujours un déclic qui se produit et celui d'entre nous qui « sent » le gosse se porte candidat », explique Claude, l'un des éducateurs. Cette relation entre l'adolescent et l'éducateur sera l'élément de stabilité : ils devront s'accepter l'un l'autre.

Quant à la famille d'accueil, elle ne connaît que le sexe et l'âge de l'enfant — pas sa nationalité, ni son passé. Il est bien clair pour chacun, enfant et famille, qu'il ne s'agit pas de lui trouver une famille de substitution. L'objectif, c'est seulement de lui trouver un havre provisoire. « Pour ces enfants-là, explique Laure Leblanc, le seul fait d'avoir une chambre à eux, c'est déjà extraordinaire. Ils ressentent comme un très grand plaisir le fait qu'on s'occupe d'eux dans les petits détails du quotidien. »

Claudie, 19 ans, s'est mise à pleurer quand elle a vu que Madame D., son hôtesse, lui avait repassé son linge... Cette dame d'une quarantaine d'années, d'origine espagnole, adore materner : en plus de ses quatre enfants dont le dernier, Sébastien, a sept ans, elle reçoit chez elle ces jeunes provisoirement déboussolés. « Ce n'est pas toujours facile, dit-elle à Georgina Dufoix — venue la voir chez elle — mais ils sont ici comme chez eux. Cela pourrait aussi arriver à mes enfants d'avoir des difficultés... »

La plupart des familles d'accueil recrutées sont d'origine ouvrière — comme les adolescents en rupture de ban. Comme aussi, les éducateurs de l'association. « Je ne me sentirais pas à l'aise si je devais amener un de nos jeunes dans un salon Louis XV. Et lui-même ne pourrait s'adapter à un mode de vie très bourgeois... », commente Joëlle. L'une des motivations des familles est bien sûr financière : pour un jeune pensionnaire « l'assistante familiale » est rétribuée 1 200 F par mois et une indemnité de 1 000 F pour les frais de pension s'y ajoute.Pour un ménage ouvrier qui ne dispose que du Smic cela constitue un supplément non négligeable. Mais cette motivation n'est pas la seule : il faut aussi et surtout avoir envie de s'occuper d'enfants souvent très difficiles. Envie de les aider. Même si la tâche est parfois ingrate : « Michel est chez moi depuis huit mois, dit Madame F. — une dame d'une cinquantaine d'années qui n'a pas eu d'enfant — mais il ne veut rien dire de ses problèmes, il est très fermé, c'est difficile de communiquer... » Et il y a aussi les cri-

L'aide sociale à l'enfance en chiffres

490 000 enfants, adolescents et jeunes adultes sont concernés :

► 200 000 ne vivent pas chez leurs parents et sont « placés » soit chez des familles (rétribuées) soit dans des foyers gérés par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale (D.d.a.s.s.).

Parmi ces enfants 19 600 sont totalement sans famille : ce sont les pupilles de l'Etat. Les autres ont été provisoirement séparés de leur famille. Soit à leur initiative ; soit à la suite d'une demande de leurs parents ou encore à l'initiative de la D.d.a.s.s. (alertée par le réseau d'assistantes sociales) ; le placement peut être aussi décidé par le juge des enfants, notamment si les parents ne sont pas d'accord (112 000 enfants ont été placés à la suite d'une décision judiciaire).

► 106 000 enfants « bénéficient » d'une « action éducative en milieu ouvert » (A.e.m.o.), mesure de prévention prise à la suite d'un rapport de l'assistante sociale. Ces enfants qui continuent à vivre dans leurs familles sont régulièrement suivis par des « éducateurs spécialisés ». Il y a 300 équipes d'A.e.m.o. et 400 clubs de prévention.

► 184 000 enfants dépendent des secours financiers versés par la D.d.a.s.s. à leur famille. De plus en plus, avec l'extension du chômage, nombre de familles ne disposent du minimum vital que grâce à ces allocations...

En tout l'aide sociale à l'enfance représente un budget de 10 milliards de francs de dépenses en 1980 et 200 000 travailleurs sociaux.

ses de violence, les risques de chapardages, etc.

Pourtant le système du placement familial tel qu'il est pratiqué par cette association est l'un des moins mauvais dans ce domaine où il n'existe pas de solution idéale. Ces adolescents très perturbés qui sont souvent passés par toute une gamme de tribulations (enfants battus, inceste, prostitution, drogue, etc.) se retrouvent ici dans un contexte familial. Et ils peuvent s'appuyer sur des éducateurs qui se comportent en amis, pas en flics. « Ici, on travaille avec nos connaissances, notre savoir bien sûr, affirme Jean-Paul Leblanc — titulaire d'un doctorat de criminologie. Mais on travaille surtout avec nos tripes, sans vouloir évacuer l'affectivité. Le but n'est pas de vouloir leur imposer nos valeurs, leur inculquer à tout prix la norme sociale. On tente qu'ils parviennent à trouver leur propre identité différente de celle de la délinquance ou de la drogue — ces attitudes accidentelles. La délinquance, c'est comme une angine... »

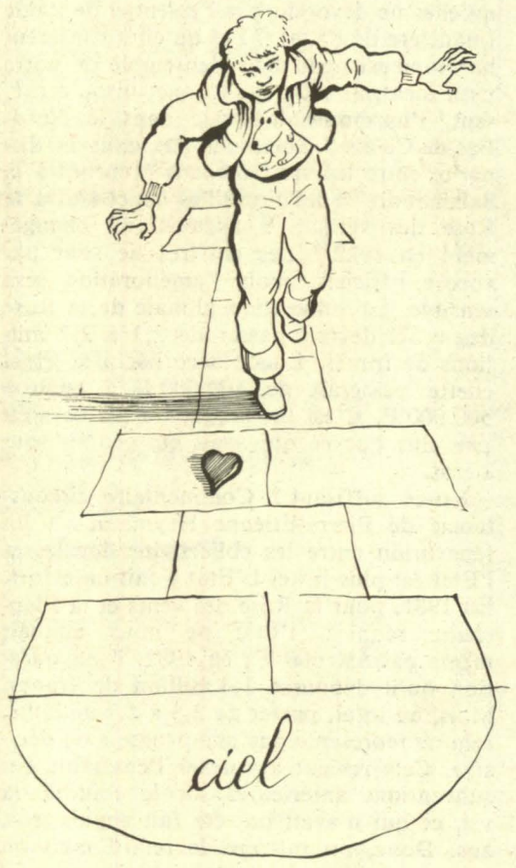
De fait, beaucoup de jeunes passés par l'association de l'abbé Denis finissent par sortir du tunnel. Marie, 18 ans, placée pendant deux ans dans une famille vient de s'installer dans un appartement à elle : elle a un bébé de six mois et va se marier avec le père de l'enfant. On a du mal en regardant cette jeune femme joyeuse à imaginer d'où elle revient : enfant battue, violée par son beau-père, prostitution, évasion d'un foyer-prison (ça existe encore...). Si ce n'est toutefois que Marie paraît facilement dix ans de plus que son âge...

Pas bien vu par tout le monde

D'autres ont fini par créer des liens vraiment familiaux avec leurs familles d'accueil : l'un a épousé la fille de la maison, l'autre la belle-sœur, etc.

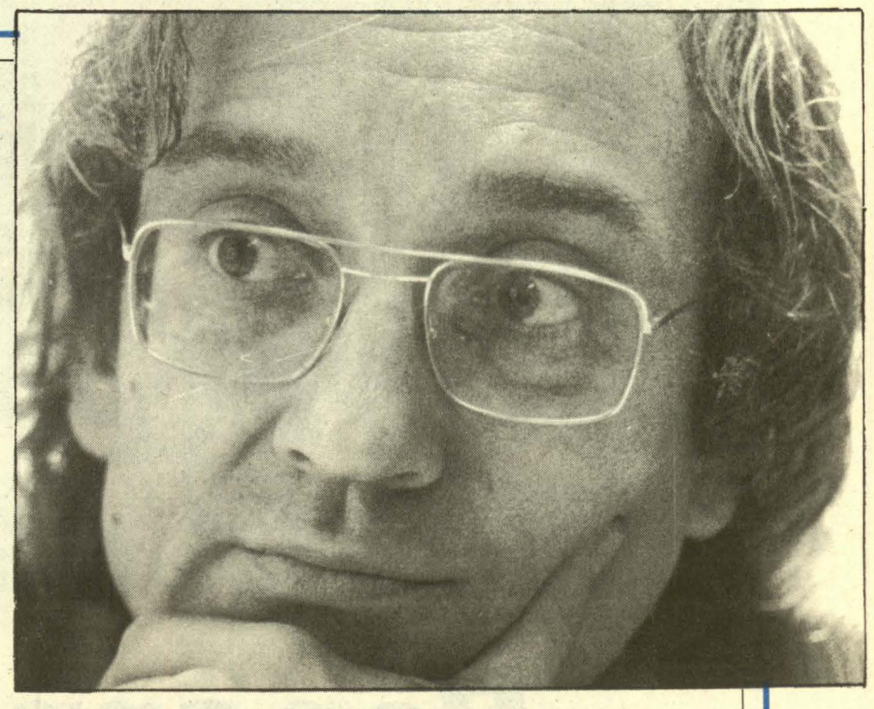
Expérience-pilote, le travail de l'association n'est pourtant pas bien vu par tout le monde à Pau : certaines familles, certains professeurs n'apprécient pas que les « délinquants » soient traités ici simplement comme des enfants en grande détresse... Mais pourrait-on multiplier en France ce genre d'expériences ? « Oui, estime Jean-Paul Leblanc, à condition d'avoir le même pragmatisme dans le choix des familles et vis-à-vis des enfants. Ici, nous n'appliquons pas des schémas tout faits : on s'adapte à l'enfant au cas par cas... sans vouloir le changer du jour au lendemain. » Les résultats sont là pour démontrer l'efficacité de cette méthode non répressive. Et ce système a de plus l'avantage d'être peu coûteux : la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale paie pour chaque enfant un prix de journée de 150 F qui comprend tous les frais (rémunération des familles, des éducateurs, etc.). Un enfant placé en foyer « coûte » trois fois plus cher...

« En me rendant à Lille, à Cheverny ou à Pau, j'ai voulu mettre le projecteur sur les expériences les plus avancées dans le domaine de l'aide sociale à l'enfance, souligne Georgina Dufoix. Il ne s'agit pas de dire que la seule bonne solution est le placement familial — ou à l'inverse que le foyer est la panacée. Il faut avoir une panoplie de solutions différentes, le plus adaptées possible à chaque cas individuel. Et il nous reste encore beaucoup de pain sur la planche... ». L'enjeu est de taille : parvenir à rompre le cercle vicieux de la misère qui se reproduit d'une génération à l'autre. ●



La chronique de Max Gallo

"Un homme vaut un homme"



N'oublions jamais le corps tailladé de ce militant retrouvé dans un champ de canne à sucre, au Salvador...

CE corps de paysan jeté sur le sol, il faut oser le regarder : on ne voit d'abord que les entailles profondes à hauteur des cuisses, du dos et des bras. Des tranches épaisses de chair — on ne peut employer d'autres mots — ont été découpées, arrachées. Ce n'est qu'après, dit-on, que l'homme a été décapité. Il faudrait entendre ses cris, qu'ils résonnent en nous comme un cauchemar. Alors peut-être n'oublierions-nous pas les milliers de ses frères qui ont connu le même sort, torturés, mutilés, avant d'être abattus dans un de ces champs de canne à sucre où jour après jour on découvre des charniers.

C'était hier, le 27 novembre, et une nouvelle fosse contenant plusieurs centaines de squelettes avait été ouverte. Mais compte-t-on encore les morts du San Salvador ? Près de trente mille personnes ont péri en 1981 et le massacre continue. On sait — les autorités ecclésiastiques le confirment — que la plupart de ces crimes politiques sont commis par des commandos d'extrême droite qui agissent en accord avec les autorités policières et militaires. Leur but est évident : terroriser, « désosser » un peuple en éliminant tous ceux qui peuvent offrir une résistance — jeunes, militants politiques ou syndicalistes, suspects d'opposition au régime — afin de ne laisser qu'une masse inerte et soumise.

La méthode n'est pas nouvelle : elle s'est pratiquée sur le sol de l'Europe à des degrés variés. En Italie, dans les années vingt quand le fascisme s'emparait du pouvoir. En Allemagne, dans les années trente. En Espagne, durant la Guerre civile : lorsque les troupes de Franco avaient conquis une région, on fusillait tous ceux qui avaient pris partie pour la République. Moins pour « épurer » que pour terroriser, « désosser ». Car il faut alors des générations (vingt-cinq ou trente ans) pour que surgissent de nouveaux opposants.

En Union soviétique la même grande terreur s'est déployée et des millions d'hommes ont péri, avant que la Seconde Guerre mondiale ne multiplie sur le sol de toute l'Europe les fosses communes, les charniers, les villages martyrs, les chambres de torture et les fours crématoires.

CE n'est pas par goût macabre qu'il faut se souvenir de ce passé récent — quarante ans à peine — mais pour se convaincre que l'Europe, la France n'ont pas été à l'abri de cette politique qui consiste à « broyer » un peuple pour mieux le contrôler. Et les attentats et les crimes commis ici et là ne sont que la forme endémique de cette terreur dont le but est toujours d'empêcher l'expression libre et démocratique de l'opinion en lui imposant la volonté d'une minorité qui parfois contrôle l'Etat ou bien prétend représenter la volonté du peuple.

Elle tue pour étouffer la parole, elle massacre pour interdire l'élection, elle terrorise pour maintenir l'exploitation. On oublie souvent ce dernier aspect comme si les tueurs n'agissaient que pour des raisons politiques, seulement pour s'accrocher (ou accéder) au pouvoir, comme si le pouvoir n'avait pas un contenu social, une signification économique. En fait la terreur se fonde toujours sur l'inégalité et tend à la perpétuer.

Faut-il démontrer cela alors qu'il suffit de parcourir les statistiques pour mesurer la misère de ces paysans du San Salvador, de ceux de la plupart des pays de l'Amérique latine où des minorités opulentes s'opposent aux masses surexploitées ? Près de cinquante pour cent des enfants des sept Etats du Nordeste brésilien meurent de faim avant l'âge de cinq ans. Et la terreur vise d'abord à détruire toutes les organisations de défense des plus pauvres, à empêcher la constitution de syndicats qui rogneraient sur le pouvoir économique des riches et lutteraient pour limiter l'exploitation.

La signification de la politique de la terreur a été la même en Europe. Quand elle s'est déguisée en mouvement égalitaire (en URSS, ou même en Allemagne nazie puisque le régime s'affirmait national-socialiste) elle a en fait eu pour but soit de maintenir les hiérarchies en place, soit d'en créer de nouvelles, plus durement inégalitaires. La destruction — physique — des syndicats ouvriers en Italie fasciste ou en Allemagne nazie, l'organisation de syndicats officiels sans représentativité sont la preuve de cette volonté d'oppression et d'exploitation. Ce n'est évidemment pas un hasard si c'est à partir de la création d'un syndicat indépendant — Solidarité — que les Polonais ont posé le problème de leurs libertés. En mettant en cause les inégalités criantes de la société, les privilèges de la Nomenklatura, en exigeant une amélioration de leurs conditions de travail, en luttant pour limiter l'exploitation à laquelle ils étaient soumis, ils ont en fait bouleversé tout l'échiquier politique.

ON comprend mieux quand on fait ainsi le lien entre tous ces éléments pourquoi la droite, en France, s'en prend d'abord à la notion d'égalité. « Les socialistes sont des niveleurs », peut-on lire. Un autre récit : « Il n'est pas prouvé que l'égalité soit supérieure à l'inégalité » ou encore : « Il est élevé et profond de remettre en cause le fondement idéologique du socialisme et du communisme, c'est à dire le principe d'égalité. »

Sourions un instant de cet « élevé et profond », de cette vanité prétentieuse qui masque le retour des thèmes les plus archaïques.

Laissons aussi le communisme : l'inégalité des chances et des conditions est un fait dans les pays du « socialisme réel ».

Revenons en France. On ne peut accuser la gauche d'être parvenue au pouvoir au terme d'un processus « terroriste ». On ne peut lui reprocher de ne pas avoir expliqué son programme. Elle l'applique. Voilà le scandale. Il s'agit d'abord de réduire des inégalités criantes, d'introduire un peu plus de justice, de donner à la collectivité, gérée démocratiquement, les moyens d'intervention dans une économie de marché. Mais ce qui atteint la droite dans la mise en œuvre de ces réformes c'est leur caractère démocratique. Elections, respect de la Constitution, de la loi : voilà qui lui est intolérable, car créer un fonctionnement plus égalitaire — plus juste — de la société en respectant scrupuleusement les libertés publiques c'est prendre une assurance de durée. C'est reconnaître au citoyen sa capacité à décider, par le vote, de l'orientation de la vie sociale. C'est en fait le rendre « irrécupérable » par ceux qui ne conçoivent le gouvernement que comme l'exercice d'un pouvoir autoritaire, strictement hiérarchisé, inégalitaire par essence. Le discours de la droite qui vante la liberté d'entreprendre, qui dénonce dans le socialisme un système qui interdirait à l'individu « de se lancer pour son propre compte dans une entreprise économique d'abord comme producteur puis comme consommateur », est un leurre. La vraie question est celle-ci : pour réussir faut-il écraser ? Pour faire des profits faut-il exploiter, par exemple, des travailleurs non déclarés vivant à dix par chambre et cousant des vestes, dix-huit heures par jour ? Vive l'initiative individuelle, vive l'invention si elles ne conduisent pas à l'humiliation et à l'oppression d'autrui. Vive la liberté d'entreprendre si elle ne se fonde pas sur la réduction de l'autre à l'état de machine à produire sans droit. Parce que l'entrepreneur serait supérieur et le travailleur inférieur. Le principe égalitaire est bien au cœur des choix politiques.

ET l'on ne s'est écarté qu'en apparence du corps tailladé dans le champ de canne à sucre du Salvador. Or, ou bien l'on admet qu'un homme vaut un homme, quels que soit la couleur de sa peau, son statut social, sa religion, qu'il soit manœuvre ou p.-d.g., ouvrier de Gdansk ou général de l'armée polonaise, Afghan ou Soviétique, ou bien l'on trace des lignes de partage, on établit des hiérarchies comme autant de marches d'escalier.

Au bas des marches, un homme n'est qu'un tas de chair et de sang, qu'on peut mutiler et tuer à loisir, à plaisir.

C'est en France, il y a peu, qu'on a volé des armes. Devinez qui. ●



« Rabelais », par la Rose des vents.

SUBVENTIONS

Bon appétit, messieurs !...

Tous les créateurs sont gourmands : les modestes provinciaux (telle la Rose des vents dans le Nord) ou les ogres parisiens (l'Opéra, la Comédie-Française, Chaillot). Reste à savoir si le festin qu'ils nous offrent est à la hauteur de leurs appétits

LA ROSE DES VENTS A VILLENEUVE-D'ASCQ

La grande bouffe rabelaisienne

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

UN jour de janvier 1981, en triste Giscardie, Pierre-Etienne Heymann et son équipe décidèrent de s'esbaudir quoi qu'il arrive : « Et puis merde ! Amusons-nous ! Montons Rabelais ! Comme un gigantesque pied de nez au Pouvoir. » Depuis, des flots d'espoir sont passés sous les ponts du 10 mai. Tout autre eût été emporté ; Rabelais est resté. L'impertinence a fait place à la jubilation, la provocation à la fête. La fronde des théâtreux est devenu célébration de la liberté de créer, de crier, de manger et de boire, de jouir et de réjouir, de pisser, de péter, de copuler... Excusez du peu, mais tout est dans Rabelais et Rabelais est dans tous les manuels scolaires, non ?

Quel festin, mes aïeux, que ce « Rabelais » ! A table ! Il y en a pour tous les sens. Pour les oreilles qui n'en peuvent mais de s'entendre déverser des mots à la pelle et des sons à foison. Pour la bouche qui s'en donne à salive-que-veux-tu devant ce régal de syllabes à mastiquer, de mets à reconnaître et de vins à engloutir. Pour les yeux qui ont tout à débrouiller du rêve et de la réalité, du passé et du présent, de l'utile et de l'agréable, du trivial et du fantastique, du spirituel et du viscéral. Pour l'estomac qui doit tout se farcir, tantôt sur le mode légendaire tantôt sur le mode culinaire. Esprits mesquins, appétits d'oiseaux, passez votre chemin ! Ce n'est pas pour vous que Rabelais a cuit son pain. Mais, si de tous les os vous aimez sucer la substantifique moëlle, restez ! Arrêtez-vous ici, à Villeneuve-d'Ascq ou ailleurs (1), où le chef Heymann, le saucier Cueco (2), leurs marmitons réunis et les nommés Gargantua, Pantagruel, frère Jean et Panurge tiennent auberge, mitonnent banquets et percent barriques. Vous y attendent : de la littérature goûteuse, des répliques en daube, des comédiens sous la cendre et de l'insolite à la pinte. A vos papilles !

Plaisir et truculence. Régal et abondance. Avec Rabelais, on ne saurait faire les choses à moitié : à la Rose des vents de Villeneuve-d'Ascq, Pierre-Etienne Heymann a cédé à la gourmandise. Il ne propose pas un unique voyage gastronomico-littéraire, mais quatre d'un coup. A son gigantesque et savoureux « Rabelais ! » il a ajouté : « le Rabelais junior », version réduite pour les enfants ; « Rabelais à table », sorte de théâtre portatif que deux comédiens vont jouer à domicile, à la demande, chez qui le veut, à l'heure du repas ; et « le Rabelais gourmand » (3), véritable repas arrosé par les crus de l'itinéraire viticole rabelaisien (4). Autant d'occasions de transformer la sacro-sainte scène de théâtre en cène d'agapes pour mécréants et paillards. Autant de moments où l'excès torrentiel de la liberté rabelaisienne règle leur compte aux minauderies glacées et glaciales de tous les académismes, de toutes les prudences théâtrales, de tous spectacles aseptisés que la tambouille culturelle du gaullo-giscardisme a voulu nous faire prendre pour le plaisir des Dieux. Fines gueules remplacent enfin fine mouche. Et l'on se rend compte que Rabelais n'a pas seulement accouché de Pantagruel mais aussi de Joyce, de Céline, des surréalistes, de Queneau, de Vian, de Prévert et de Vautrin. Il fallait que cela soit dit !

Ce n'est peut-être pas un hasard si cela est proclamé haut et fort à Villeneuve-d'Ascq. Ce n'est peut-être pas un hasard si jovialité et convivialité explosent au cœur de la région Nord-Pas-de-Calais. Point n'est besoin de crier au miracle. Le blé ne pousse que là où le grain a été semé. Or, culturellement, depuis des années, le Nord-Pas-de-Calais a largement été ensemencé. A la « désertification » organisée par l'Etat la région a répondu par « l'option culture » : elle consacre 12 % de son budget à la vie culturelle. Sur cet humus, les pousses se sont multipliées : Orchestre philharmonique de Lille, opéra de Roubaix, Atelier lyrique de Tourcoing, Atelier régional de musique de Lens, bibliothèque d'Hénin-Beaumont, Centre d'action culturel de Douai, Théâtre de la Salamandre (Tourcoing-Lille), Centre dramatique pour la jeunesse de Lille, Centre Noirot d'Arras, Centre national dramatique de Béthune, Festival de la Côte d'Opale (en été), Festival de Lille (en automne), Rose des vents de Villeneuve-d'Ascq... Une profusion quasi rabelaisienne.



« Rabelais gourmand » joué à domicile par les comédiens de Villeneuve-d'Ascq.

Profusion signifie-t-il âge d'or ? On n'en est pas encore là. Les contradictions dans lesquelles se débat la Rose des vents montrent assez que le havre culturel du Nord-Pas-de-Calais n'est pas encore un Eldorado. Les difficultés d'aujourd'hui ont leurs racines dans un passé relativement récent. Au départ, en 1974, quand démarre la construction des bâtiments de la Rose des vents, l'outil est destiné à abriter une équipe de création : un centre national dramatique. Mais, alors que les travaux sont encore en cours, on apprend qu'aucun des directeurs des deux centres dramatiques de la région (Cyril Robichez pour le Théâtre populaire des Flandres et Gildas Bourdet pour le Théâtre de la Salamandre) ne souhaite s'y installer. Changement de cap : la Rose des vents deviendra un centre d'action culturelle. Pierre-Etienne Heymann en est nommé directeur en 1976, mais ce n'est qu'en 1980 que le statut de centre d'action culturelle sera officiellement accepté par le ministère de la Culture ; avec une restriction : les collectivités locales financeront presque entièrement le fonctionnement de l'établissement (alors que, normalement, l'Etat devrait fournir un tiers des subventions).

Handicap supplémentaire : alors qu'à la demande de la municipalité socialiste de Villeneuve-d'Ascq Pierre-Etienne Heymann s'est installé à la Rose des vents avec sa cellule de création (le Théâtre de la Planchette), l'Etat lui refuse le statut de centre national dramatique au moment où il arrête les activités du Théâtre populaire des Flandres... Jack Lang, devenu ministre de la Culture, entérinera cette décision prise par son prédécesseur Jean-Philippe Lecat. Ce choix ne va pas vraiment dans le sens des souhaits exprimés par le maire socialiste de Villeneuve-d'Ascq, Gérard Caudron, qui dira publiquement : « A partir d'un certain niveau de l'administration publique, les choses se ressemblent. »

Photographie arrêtée, cliché instantané de la situation théâtrale dans le Nord-Pas-de-Calais à la fin de l'année 1981 : on ne sait pas encore si le Théâtre de la Salamandre deviendra ou non Théâtre national de région en 1982 ; pour l'instant, depuis la rentrée, il n'a présenté aucun spectacle et les salles qu'il devrait pouvoir utiliser sont en travaux pour de longs mois. On sait que le Théâtre populaire des Flandres fermera ses portes le 31 décembre prochain et qu'il laissera sur le carreau une dizaine de chômeurs ; il a dû se contenter de finir en beauté, après trente années d'existence, en présentant son quatrième Carrefour international du Théâtre. On sait que Jean-Louis Martin-Barbaz ne s'installera à Béthune, sans équipement, que le 1er janvier 1982. On sait que la Salamandre, quel que soit son statut, disposera pour les trois ans à venir d'une subvention d'Etat de 1,7 milliard de francs. Paradoxe : pour le premier trimestre de la saison 1981-1982, la Rose des vents a seule assuré la pérennité de la création théâtrale, en montant quatre spectacles Rabelais avec, en tout et pour tout, une subvention de 100 000 F attribuée au Théâtre de la Planchette !

Cette situation est évidemment en contradiction totale avec les déclarations d'intention de Robert Abirached, directeur du Théâtre et des Spectacles au ministère de la Culture. Interviewé par le journal lillois « la Voix du Nord » en octobre dernier, Abirached déclarait vouloir « assurer ou restaurer dans les régions des lieux de créations vivants et présents au milieu de la population ». Il ajoutait qu'il souhaite « la présence permanente dans chaque ville, dans chaque région d'une compagnie de comédiens animée par l'esprit de service public ». La Rose des vents entend bien, justement, depuis des années, mener un travail de service public « à travers une politique de création, une action de décentralisation régionale et un travail de formation ». Mais comment mener à bien une telle mission avec des subventions dérisoires ?

C'est encore Robert Abirached qui affirmait : « Il faut que la France dispose de grosses institutions théâtrales à condition qu'elles ne dévorent pas l'essentiel de l'aide financière de l'Etat (5) et qu'elles s'insèrent harmonieusement dans l'ensemble de notre tissu théâtral. » Où était donc, jusqu'à présent, l'harmonie théâtrale dans le Nord-Pas-de-Calais ? Sûrement pas dans la disparité entre les vrais moyens accordés à la Salamandre et les broutilles concédées à la Rose des vents ! Y aura-t-il un changement en 1982 ? Les chiffres ne sont pas encore officiels, mais l'amélioration sera sensible. La subvention globale de la Rose des vents devrait passer de 2,3 à 2,7 millions de francs. L'aide accordée à la Planchette passerait de 100 000 F à environ 500 000 F. C'est un progrès, mais ce n'est pas plus que ce qui avait été promis sous Lecat.

Est-ce suffisant ? Commentaire circonstancié de Pierre-Etienne Heymann : « La répartition entre les collectivités locales et l'Etat est plus juste. L'Etat a fait un effort. En 1981, pour la Rose des vents et la Planchette réunies, l'Etat ne nous donnait même pas 550 000 F ; en 1982, il est question qu'il débourse 1,4 million de francs. Mais, au total, passer de 2,3 à 2,7 millions, cela ne représente pas une progression décisive. Cela revient à indexer l'ensemble des subventions antérieures sur le coût de la vie, ce qui n'avait pas été fait depuis trois ans. Donc, on rattrape le retard mais on

n'avance pas. Cela veut dire que je ne pourrai pas créer plus en 1982 que je ne l'ai fait en 1981. Cela veut dire que je devrai continuer à rentabiliser les spectacles à travers des tournées. Cela veut dire que nous travaillerons dans de meilleures conditions (embauche d'un administrateur, engagement d'une dactylo intérimaire, augmentation des salaires). Mais, pas plus que je ne pourrai faire augmenter le nombre des créations, pas plus je ne pourrai améliorer les prestations de service public, c'est-à-dire notamment la formation. Quant à créer une troupe permanente, selon les souhaits du ministère, c'est un rêve que les chiffres actuels ne me permettront certainement pas de réaliser... »

Jean-Claude Giraudon, écrivain, comédien, est depuis quatre ans « employé intermittent » à la Rose des vents. En attendant de créer sa propre équipe (« à la manière du Théâtre de l'Aquarium »), il aurait bien aimé « faire un an ou deux dans la troupe permanente de la Planchette ». Pour lui, cela aurait été important : « En tant que comédien, on a besoin, à certains moments, d'être pris en charge, de n'avoir aucun souci matériel, de n'être habité que pas des préoccupations artistiques, de pouvoir faire un travail de longue haleine, d'avoir un contact durable avec une population. Pour réaliser cela, la troupe permanente est une bonne solution. » Mais cette solution n'est toujours pas à l'horizon... C'est dommage. Pierre-Etienne Heymann n'a pas l'intention de s'en contenter : « Faut-il, interroge-t-il, accepter le fait accompli ? Faut-il accepter qu'une métropole d'un million d'habitants ne dispense ses moyens lourds qu'à un seul théâtre, fût-il de qualité ? » Autrement dit : faut-il déshabiller la Rose des vents sous prétexte que la Salamandre va richement vêtue ? Vieux débat !

Même dans le Nord-Pas-de-Calais, où la situation de la création et du service public culturel se portent plutôt mieux qu'ailleurs, il va falloir à l'avenir combattre le vieux démon : la tentation d'une politique de prestige qui prétend répondre à elle seule à tous les besoins d'une population. Il ne suffit pas de dire aux créateurs, à la manière de Rabelais : « Fay ce que voudras. » Il faut aussi leur donner les moyens financiers de cette liberté. Tous les créateurs sont des gourmands ! ●

(1) *« Rabelais ! » est donné à la Rose des vents de Villeneuve-d'Ascq jusqu'au 20 décembre. Ensuite, il part en tournée : à Calais le 19 janvier, Aulnoye-Aymeries le 23, Amiens le 28, Homécourt le 2 février, Longwy le 4, Thionville du 5 au 8, Dijon du 10 au 12, Laon les 15 et 16, Soissons les 18 et 19, Limoges le 23 et Chalon-sur-Saône du 9 au 13 mars.*

(2) *Cueco : peintre et décorateur. Il est, avec Pierre-Etienne Heymann, le cofondateur du Théâtre de la Planchette. Il a signé les décors de « Rabelais ! ».*

(3) *« Le Rabelais gourmand » est donné le 15 décembre 1981 à la ferme Dupire, à Annapes.*

(4) *La « Dive » selon Rabelais : Muscat de Mireval, Grave blanc, Côtes du Jura blanc, vin de l'Orléanais, Bourgueil, Beaune et Muscat de Samos.*

(5) *Voir, à ce propos, dans ce numéro, l'article « Chaillot : une colline non inspirée ? ».*

COMEDIE-FRANÇAISE - OPERA

La digestion lourde des repus...

PAR FABIAN GASTELLIER

ILS sont deux, bien gros et confortablement installés dans la carte géographique de la France culturelle. Deux phares dont la lumière est forte, puissante, agréablement nourrie par des subventions royales. La Comédie-Française d'un côté, l'Opéra de l'autre trônent sans partage (ou presque) sur le monde de la création artistique. Comme tout nanti dans un pays en difficulté ; comme tout obèse dans un univers de squelettes, on les regarde souvent d'un œil noir en se demandant à quoi sert cette politique de prestige dont ils représentent les galons les plus dorés.

Perpétuellement choyés par les gouvernements précédents, presque toujours privilégiés aux dépens des autres institutions — de la décentralisation comme de la capitale — ils viennent encore, avec Beaubourg en plus à leur tête, de traverser sans trop d'encombres les vagues de la redistribution du budget culturel menée par Jack Lang. Ils occupent aujourd'hui 35 % de l'ensemble budgétaire, un chiffre sans doute sensiblement inférieur à celui des années passées (47 %), mais qui n'en demeure pas moins une belle part de gâteau dont les intéressés ont à justifier la gourmandise.

Qu'ils existent, c'est bien. Loin de nous l'idée de les abandonner, de les détruire. Les grandes institutions ont pour mission de sauvegarder et de nourrir un patrimoine, ce dont toute société, toute civilisation a besoin. Pour mission, également — et ce n'est pas la moindre —, de représenter la France artistique, son rayonnement. Un rôle de carte de visite qu'il convient de ne pas négliger. Ils sont là, c'est parfait. Ils y resteront. Mais dans quel état intérieur ? pour quelle politique culturelle ? Beaucoup de choses, en fait, sont à changer dans ces rouages ancestraux si l'on ne veut pas qu'au sein d'un gouvernement de gauche désireux « d'ouvrir un accès à la culture aux groupes sociaux les plus démunis ou les plus marginaux », les deux lourdes maisons prennent l'allure de fossiles conservateurs. Or, elles sont encore à contre-courant des idées nouvelles puisqu'elles accueillent en

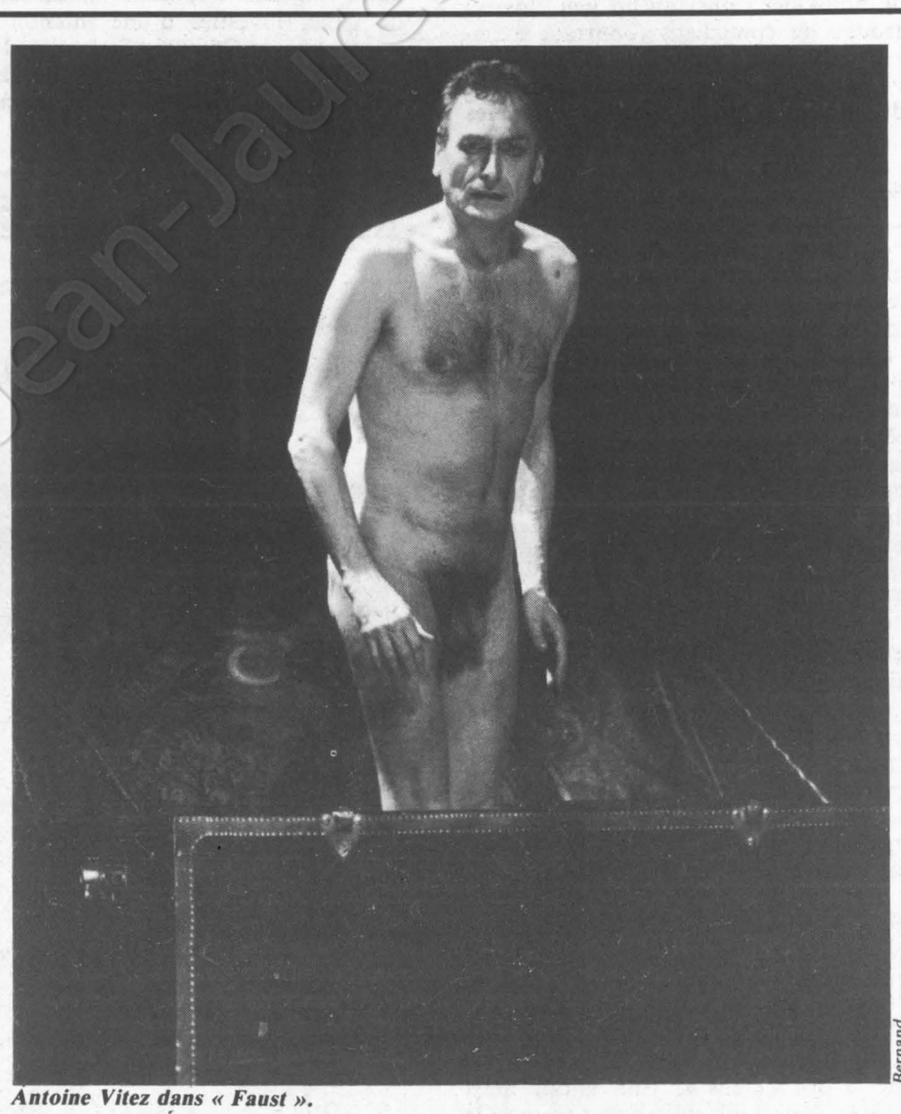
(suite en page 12)

CHAILLOT

Une colline non inspirée?

Antoine Vitez vient d'ouvrir sa première saison théâtrale avec trois spectacles. Un budget important, une salle difficile mais pleine de ressources, des comédiens intéressants. Tout cela pour deux premières déceptions. "Elitaire pour tous" est une jolie formule dont on ne voit pas encore l'application

PAR FABIAN GASTELLIER



Bernand

Antoine Vitez dans « Faust ».

QUE se passe-t-il donc à Chaillot ? Que se passe-t-il dans l'esprit d'Antoine Vitez ? Il vient tout juste, avec trois spectacles, de frapper fort les trois coups de sa nouvelle installation et, déjà, cette pendaison de crémaillère inquiète, laisse perplexe... « Faut-il pleurer ; faut-il en rire ? » chantait, jadis, Jean Ferrat. Ici, dans la vaste salle noire hypersophistiquée mais dont l'acoustique laisse passablement à désirer, on ne sait plus trop quel parti prendre. Il convient, en tout cas, de poser certaines questions.

L'an I de l'ère Vitez/Chaillot, enrubanné des guirlandes de l'adoration qu'on a bien voulu lui tresser ça et là, voit donc le jour avec le « Faust » de Goethe dans la traduction de Gérard de Nerval, le « Britannicus » de Racine et une adaptation pour le théâtre du livre de Pierre Guyotat « Tombeau pour 500 000 soldats ». Une triple envolée pour « installer l'idée d'alternance » comme l'explique Vitez lui-même. Fort bien : Vitez a raison. Un théâtre comme Chaillot, entre les mains d'une compagnie, se doit d'asseoir au plus vite une programmation multiple. Il s'établit de cette façon entre les spectateurs et les comédiens un lien de connivence, une série de rendez-vous rapprochés où le public peut vivre les travaux des acteurs, leurs différents visages. L'idée du « théâtre-résidence secondaire » où l'on se rend souvent pour découvrir, à chaque fois, quelque chose de neuf est une idée louable. Encore faut-il que le lien entre le public et le spectacle ne soit pas trop abstrait ; que le rendez-vous ne soit un piège.

Entendons-nous bien : il est hors de question d'accabler Vitez ; d'oublier tout ce qu'il a fait sous prétexte que son « Faust » et son « Britannicus » sont des erreurs de parcours pouvant conduire vers une impasse. Tout le monde peut se tromper. Dans ce cas, plutôt que manier la mitraillette des injures, il est préférable de crier « casse cou ». Car, enfin, Vitez n'est pas un fantôme. La mémoire théâtrale lui doit beaucoup, depuis « le Précepteur » de Lenz en 1970 jusqu'aux quatre étonnants Molière (« l'Ecole des femmes », « Tartuffe », « le Misanthrope », « Dom Juan ») de 1979 en passant par des étapes capitales tels le « Partage de midi » de Claudel et « Phèdre » (1975) ; « Iphigénie-hôtel » de Michel Vinaver (1977) ou, encore, la récente expérience d'un théâtre baroque avec la « Bérénice » de Racine (1980). Autant d'instants passionnants, où Vitez avait beaucoup à nous dire et trouvait pour nous parler, à chaque fois, un regard novateur, décapant.

Aujourd'hui, voici « Faust ». Une œuvre fétiche qu'Antoine Vitez avait déjà montée au théâtre des Quartiers d'Ivry, en 1972. Avec une coupure de dix années, il était évident que la vision serait différente et ce n'est donc pas au nom du « Faust » d'hier qu'il convient de s'interroger sur le « Faust » d'aujourd'hui. Signalons simplement que dans la sobriété d'alors, les idées du metteur en scène étaient plus lisibles, plus claires que dans le déluge de gadgets utilisés à présent. Car c'est là que le bât blesse : en quatre heures de spectacle où, à la surcharge des images s'ajoute la surcharge du jeu des comédiens, on ne sait plus vraiment ce que l'on a sous les yeux. La méditation morale de Goethe revue par le langage abstrait et torturé de Nerval n'est déjà pas un texte simple. On peut s'y perdre rien qu'à la lecture. Le théâtre, sur de tels canevas, se doit de resserrer, de ramener à l'essentiel ; de divertir, certes, mais sans perdre pied dans une divagation sans fin que seuls des initiés possédant les clés du code peuvent saisir. Vitez, ici, s'égare et nous égare. Non sans plaisir pour l'œil, parfois ; non sans moments d'émotion. Mais il ne maîtrise pas sa « forêt de symboles », perd en route la signification des signes qu'il multiplie à l'infini. Beauté de certaines images : Marguerite à vélo, Faust, nu, sortant d'un coffre de voyage ; mort de Valentin, nuit de Walpurgis un peu clocharde, dansée sur un violon du pauvre...

Mais impossible, devant cette vitrine, d'accrocher à autre chose qu'aux images. Le texte échappe, se dissout dans l'espace trop grand. « Faust » a disparu. Le mythe de Faust, d'ailleurs, Vitez s'en fiche. Il le contemple et s'en sert aujourd'hui par besoin, par réflexe. Vitez se penche sur son passé et cherche, désespérément, à retrouver les traces d'une jeunesse disparue, d'un âge fugitif envolé. C'est ça, « Faust », pour lui : une mélancolie nombrilique. Un vieux docteur, un vieux professeur contemple ses jeunes élèves ; un vieux marxiste contemple les désordres de la religion, les ambiguïtés de la métaphysique. Jamais Vitez n'a peut-être été aussi directement impliqué dans un travail (d'autant qu'il joue lui-même le Faust âgé de la première partie) mais jamais, peut-être, n'avons-nous eu à ce point le sentiment d'être en trop ; de demeurer extérieur au psychodrame personnel que se joue le metteur en scène. C'est la non-communication la plus totale.

Durant l'entracte, des adolescents s'interrogeaient l'un l'autre, avouant nager dans les ténèbres. Qui donc avait compris ? Pas même le petit camarade si fort en littérature ? Désespérés, ils battaient en retraite par flots entiers. « Elitaire pour tous » a dit Vitez lors de son installation à Chaillot dont il avait lui-même, avec Jack Lang, suivi la reconstruction en 1972. La formule est belle. Oui, il faut offrir à tout le monde (ou, du moins, au plus grand nombre) un théâtre de qualité, exigeant, nouveau. Assez du ronron boulevardier où l'on voudrait enfermer une certaine classe sociale sous prétexte qu'elle n'a pas l'héritage de la culture. Elitaire, fort bien. Mais c'est trop demander à un vaste public que de lui offrir des expériences de laboratoire où il ne se retrouve pas. Elitaire pour tous, d'accord lorsqu'on voit ce que font Peter Brook, Gildas Bourdet ou Patrice Chéreau. Mais là, qu'est-ce que ça signifie ?

La subvention d'Antoine Vitez n'est pas mince (près de trente-huit millions). Il se taille une belle part dans le budget accordé au monde du théâtre. Sa responsabilité face au public n'en est que plus accrue. Vitez doit parler à tout le monde, il l'a promis. Pour l'instant, il balbutie. ●

** « Faust » de Goethe, « Britannicus » de Racine, « Tombeau pour 500 000 soldats » de Pierre Guyotat — en alternance jusqu'au mois de mars. Théâtre national de Chaillot — 704.86.80.*

** Pour apprendre à connaître le travail de Vitez, deux livres à votre disposition : une étude-dialogue d'Emile Copfermann « De Chaillot à Chaillot » parue aux éditions Hachette et un récapitulatif de son chemin théâtral « Toutes les mises en scène », travail collectif paru aux éditions Jean-Cyrille Godefroy.*

(suite de la page 11)

grande majorité un groupe social particulièrement restreint.

Rénovée, embellie, riche plus que tout autre lieu voué à l'art dramatique, la Comédie-Française est, aujourd'hui, l'image même d'une impasse apparemment sans solution. Elle ressasse dans la morosité l'éternel même répertoire sans lui donner les éclairages contemporains qu'il faudrait (par l'intermédiaire des mises en scène) ; et n'enrichit plus tellement son acquis littéraire. On a créé, sur tout le XIXe siècle, plus de 1000 pièces nouvelles dans la maison de Molière — soit une bonne dizaine par an. Elles n'étaient certes pas toutes d'impérissables chefs-d'œuvre, mais donnaient, à chaque fois, naissance à un événement. Faisaient bouger ; faisaient vivre. Aujourd'hui, la création est une peau de chagrin : aucun texte contemporain, cette saison, entre la Comédie-Française et l'Odéon si l'on excepte le travail collectif du Théâtre national de Strasbourg « Palais de Justice ».

Quitte à déplaire, quitte à choquer

Prisonnier de son lieu, devenu temple sacré, comme de son public (selon une étude du C.n.r.s. 55 % de ses spectateurs viennent au Français pour la tradition, 28 % pour la perfection et 17 % pour le prestige), le plus important de nos théâtres est en train de devenir un musée où l'on exhibe de temps en temps un grand classique sans oser le bousculer, ainsi qu'un lieu clos où une troupe de comédiens (pourtant excellents) se replie sur elle-même en se protégeant du monde extérieur derrière une pléiade de statuts poussiéreux et caduques à la façon d'une tribu primitive vivant selon des traditions ancestrales. Plus aucun souffle d'air actuel, les fenêtres sont fermées. Un univers de clan ; un Vatican de l'art dramatique : entre deux personnes, tout est distribué, tout est joué. Un trust intérieur qui coupe le théâtre du nécessaire regard étranger. Le passé du Français avait instauré l'acteur seul maître des lieux. C'était à travers lui que passait un texte. Aujourd'hui ce règne est désuet : la mise en scène a pris le relais du comédien pour donner une lecture ; pour éclairer une œuvre. Et les bons acteurs ne font pas forcément de bons metteurs en scène... Là réside peut-être l'explication des quelques récents ratages et autres catastrophes offerts par la salle Richelieu.

Il serait souhaitable que la Comédie-Française prenne plus de risque — quitte à déplaire ; quitte à choquer. Souhaitable aussi qu'elle récupère son rôle de guetteur et ne commette pas l'erreur historique de louper un grand auteur (Sartre n'arrive que l'an prochain, et à quand Genêt ?). Souhaitable enfin qu'elle retrouve l'autorité d'un administrateur musclé, sachant distribuer les cartes à l'intérieur de la maison (en osant dire non à Untel venu réclamer sa huitième mise en scène de la saison) et faire appel, comme au temps du Cartel, à des metteurs en scène capables de rehausser le (bas) niveau où patauge la noble institution. La Comédie-Française aurait dû découvrir Gildas Bourdet et lui proposer le fameux « Britannicus ». Elle aurait ainsi pleinement rempli ses fonctions : trouver le regard neuf sur le texte anxien.

A l'Opéra, même combat. Sanctuaire pour privilégiés à 400 francs le fauteuil d'orchestre, arène pour aficionados venus s'entredéchirer sur un contre-ut loupé, le Palais Garnier est vieux comme le monde, ne participe plus de la vie musicale contemporaine et ne répond en aucun cas aux besoins d'aujourd'hui. Quant à la salle Favart, elle someille et ne sert à rien. Là aussi, il convient d'engager le changement. Ne serait-ce qu'en construisant une autre salle, plus conforme aux réalités du monde moderne, tant sur le plan artistique (on ne monte plus un spectacle comme on le montait au siècle dernier) que sur le plan architectural. Jack Lang, dans une récente conférence de presse, a tenu à rappeler que le problème de l'Opéra de Paris se posait moins en termes de personnes qu'en termes de structures. Il a précisé également qu'un futur opéra verrait le jour vers 1986, dans le cadre de l'aménagement d'une « cité de la musique ». Fort bien. Mais qu'on ne soit pas saisi, par pitié, d'un accès de gigantisme. Qu'on ne construise pas, sous prétexte que la demande du public est de plus en plus grande, un lieu trop vaste où l'art lyrique mourrait, faute de pouvoir être en communication physique avec son public. Bayreuth est un exemple. Bayreuth n'est pas immense. Et si l'on essayait plusieurs Bayreuth au lieu d'un seul et sinistre hangar ?

L'Opéra, ce n'est pas qu'une question de fauteuils. C'est également un répertoire, des chanteurs, des mises en scène. A l'heure actuelle, le Palais Garnier ronronne sur ses racines. Verdi, Mozart, Puccini ; Puccini, Mozart, Verdi.. Quand c'est fini, ça recommence. Pour un « Grand Macabre » de Ligeti, combien d'éternelles mêmes rengaines ? Massimo Bogianckino, futur administrateur, est conscient de cet état de léthargie : « Il ne faut pas se couper des traditions, expliquait-il récemment, mais les éclairer d'une lumière neuve. Il est bon quelquefois d'aller à la recherche du temps perdu. Mais il faut que cela enrichisse le temps actuel. » « En plus, précisait-il, il est important de s'ouvrir à la modernité, au répertoire contemporain. Notre rôle est sans doute d'explorer l'acquis, mais aussi de fabriquer aujourd'hui ce qui sera la mémoire de demain. »

La mémoire de demain, les chanteurs de demain : l'Opéra ne vit, actuellement, que sur des valeurs sûres, consacrées. Pas question d'ouvrir la bouche si vous ne valez pas 70 000 francs par soirée ou si vous avez la honte d'être de nationalité française puisque nul n'est prophète en son pays. Fini de divaguer, l'Opéra doit retrouver ses rails : établir une politique d'accueil (salle Favart ?) pour les spectacles de la décentralisation, traquer les nouveaux talents, sonder le répertoire français encore trop méconnu, renoncer, enfin, aux galas qui « reflètent les vanités d'une classe » comme le soulignait encore Massimo Bogianckino.

Du pain sur la planche pour les deux grosses maisons. Devenir des centres de recherches (ce qui ne signifie pas laboratoire ; encore moins draînage sans espoir), de communication. Mais avec d'aussi importantes institutions, on ne sera jamais assez exigeant. Reposant sur de solides bas de laine, investies d'une mission de service public, la Comédie-Française et l'Opéra devraient, bien plus que les grands magasins, être des lieux où, à tout instant, il se passe quelque chose. ●

Festival : Valencia ou l'anti-Deauville

DEUXIEME « Mostra » du cinéma méditerranéen de Valencia (Espagne), une semaine complète du mois de novembre : cent films dans six salles différentes, plus de quinze mille spectateurs ! L'initiative valencienne parachève ainsi la lente émergence d'une nouvelle parole cinématographique, étouffée économiquement et culturellement depuis trop longtemps. Cette incontestable réussite publique s'ajoute aux efforts et expériences existant déjà ici et là : les Rencontres méditerranéennes de Vittel, le Colloque annuel de Fontblanche, les festivals de Carthage, Sorrente, etc.

Comme Vittel (1), Valencia permet d'abord de voir beaucoup de films n'abordant que rarement les circuits de distribution français et révèle aussi qu'aujourd'hui la sensibilité méditerranéenne n'est pas que folklore. Ces deux rencontres annuelles différentes — et qui pourraient aisément devenir complémentaires — se singularisent particulièrement dans la crise actuelle et la médiocrité des festivals qui, de par le monde, sont le plus souvent à la remorque des « majors compagnies » ; un arrière-goût d'anti-Deauville...

Arrière-goût accentué cette année à Valencia par la présence de la toute nouvelle ministre grecque de la Culture, Melina Mercouri, à qui était rendu hommage par la projection intégrale de ses films. Certes l'avenir de la Mostra dépend en grande partie de celui de l'Espagne, mais elle aspire ouvertement à devenir la grande fête annuelle, le grand rassemblement de la culture cinématographique en Méditerranée.

Seule la représentation française était insignifiante, ou même plus exactement hors sujet ; « l'Heure exquise » de René Allio et « Dernier Eté » exceptés. Encore que... la routine administrative ne s'y est pas trompé — elle qui parvient à décorer officiellement un général putchiste, Milans del Bosch ; ça s'est passé pendant le déroulement de la Mostra — faisant en sorte que la copie de « Dernier Eté » mette plus de huit jours à gagner Valencia, venant de Paris, et y parvienne — malheur ! — le lendemain de la clôture du festival.

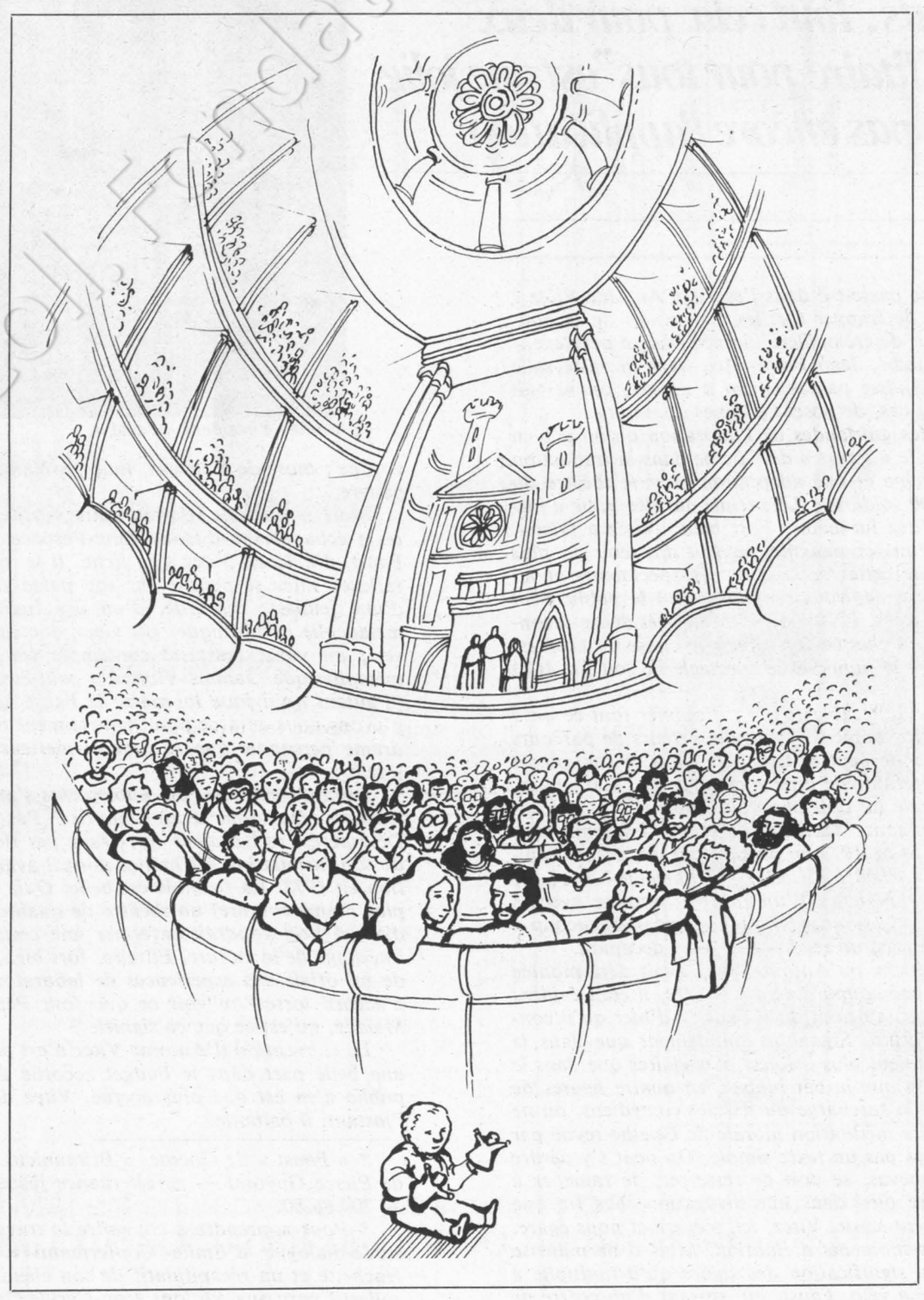
Si la Mostra de Valencia fait si peur à beaucoup, c'est qu'elle constitue une nouvelle plate-forme de lutte contre les multinationales du cinéma. Il serait souhaitable que la France, l'an prochain, y prenne officiellement toute sa place. « L'alliance entre les différents pays latins et méditerranéens n'est pas pour nous un programme vague, déclarait récemment Jack Lang, nous allons nous donner les moyens d'agir en commun. »

G.S.

(1) Une sélection des trente-deux films inédits — un exploit — présentés cette année à Vittel seront projetés à l'intention du public parisien, début décembre, au cinéma Ranelagh.

RAPPORT DE LA COMMISSION BREDIN

"Coup de torchon" pour mieux "Croquer la vie"?



PAR GILBERT SANS

LE cinéma en France : cent soixante-quinze millions de spectateurs — ça se maintient — et la résistance la plus forte d'Europe à la pénétration américaine pourraient occulter l'importante mutation entamée au cours de ces dernières années. Le cinéma d'aujourd'hui n'est plus vraiment le grand spectacle populaire des années cinquante. Dans les bourgades et petites villes, des salles disparaissent et sont remplacées — mal — par la concentration des complexes multisalles dans les grandes villes, avec leurs inévitables timbres-poste comme écran (concurrence vraiment déloyale pour la télévision !). Le spectateur de cinéma d'aujourd'hui est citadin et de niveau économique et socioculturel plutôt élevés. Et si le nombre de films produits augmente c'est en concentrant les capitaux autour de quelques œuvres privilégiées ; le reste tient avec des bouts de ficelle.

« Le film est-il un produit comme les autres ou doit-il être considéré comme une œuvre culturelle prioritaire ? », demandait le socialiste Rodolphe Pesce, rapporteur pour avis du budget de la Culture à l'Assemblée nationale, avant d'ajouter : « C'est l'intégration de la distribution qui permet aujourd'hui aux grandes sociétés d'assurer leur domination sur toute la production cinématographique. Or, il serait naïf de nier que cette intégration ne modèle pas à la fois les conditions du travail de création, le contenu idéologique des œuvres, les conditions de diffusion des films. Ainsi sont nécessairement privilégiées les œuvres conformes à l'idéologie dominante, puisqu'elles paraissent répondre, en rendant le succès le moins aléatoire possible, aux exigences de la production industrielle de masse et de la rentabilité. »

Comme constat on ne saurait mieux dire. Restent les mesures à prendre. Car le pouvoir cinématographique aujourd'hui, le vrai, celui de l'argent, est dans les salles. C'est-à-dire entre les mains des trois grands de la distribution : Pathé-Gaumont, U.g.c., Parafrance.

La commission Bredin — son rapport est entre les mains du gouvernement — en a également fait une analyse pénétrante. Ce rapport, s'il est loin d'être révolutionnaire,

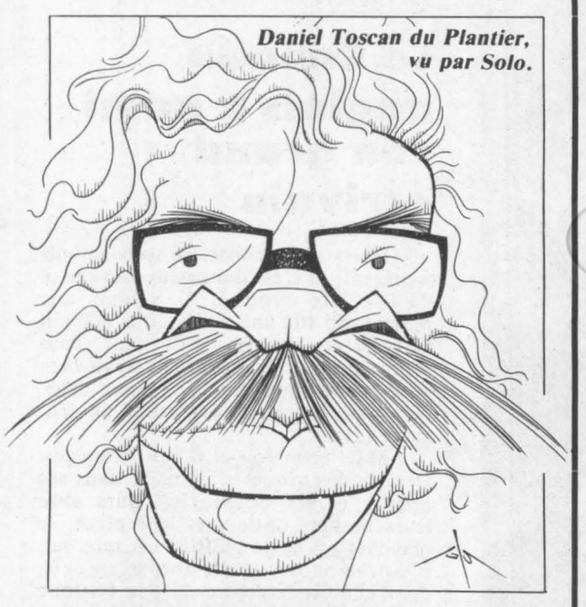
a d'abord le mérite de la clarté : c'est lisible ! Les rapporteurs n'ont pas voulu jouer les procureurs et, après audition des différentes parties, dresser un réquisitoire. Résultat : la synthèse réformatrice. En l'état, elle ne pourrait pleinement et immédiatement satisfaire les aspirations des socialistes ; rappelons simplement que ça n'était pas son objectif premier. Le rapport de la commission Bredin a ceci d'intéressant de ne masquer aucun problème réel et, à gauche, on incline à penser qu'il constitue une bonne base de départ pour des débats ultérieurs et nécessaires (à droite on dit tout et n'importe quoi et... on plan-que son portefeuille). Beaucoup dépendra de l'application qui sera donnée à certaines recommandations de la commission.

Par exemple, et pour rester dans la distribution, la commission préconise de séparer la programmation de Gaumont et de Pathé. Est-ce suffisant pour mettre un terme aux refus de vente déguisés, aux ententes illicites, à l'étouffement des petits distributeurs et exploitants par les trois gros ?

Comme à son habitude, le sémillant directeur-général de la Gaumont, Daniel Toscan du Plantier, s'y est immédiatement trompé qui déclarait dans un emportement, à mon avis, excessif : « L'essentiel a été évité : le vote d'une loi antitrust... » — avant d'ajouter avec élégance en réponse à une question sur son attitude au cas où une loi antitrust serait proposée : « Je me serais exilé aux U.s.a. ». Optimisme forcé ? Offensive de charme du libéralisme avancé ? (Au sens, bien sûr, où l'on dit d'un fruit qu'il est « avancé ».) Contentons-nous de rappeler qu'il n'est pas dans les attributions ordinaires d'une commission de voter des lois, mais que cette prérogative est toujours du ressort de l'Assemblée nationale et des élus du peuple...

On ne peut reprocher à la Gaumont ou à Parafrance (vous prenez les deux premières syllabes de « Para-mount », Etats-Unis, et vous accrochez « france » derrière) d'être des commerçants. Par contre le « consommateur » de cinéma peut leur reprocher d'être de mauvais commerçants. Combien de films étouffés par une malhabile et intempestive sortie dans plusieurs centaines de salles à la fois, là où aurait dû prévaloir une promotion plus ajustée au produit concerné ? Aucun film ne ressemble à un autre. On a ainsi balancé « Histoire d'Adrien » comme la savonnette de l'année du patrimoine et la nostalgie du retour à la nature, alors que le propos du film était autrement ambitieux et méritait une action culturelle en profondeur.

Pourquoi doit-on voir et subir toujours et partout les mêmes navets, alors que nombre de films ne sortent jamais, pas même une seule soirée, dans nombre de villes de province ? Pourquoi retire-t-on de l'affiche un film, de production indépendante, totalisant en première semaine 1 214 entrées, alors qu'on y maintient un autre, produit maison, qui n'en fait que 721 ? Pratiques courantes : on pourrait multiplier les exemples à l'infini. Le jeu est faussé. La concurrence n'existe pas : le dernier James Bond est sorti simultanément dans sept salles Gaumont-Pathé, sept salles U.g.c., sept salles Parafrance. « Si nous refusons un film, dans neuf cas sur dix, il ne se fera pas », dixit le directeur général de la Gaumont (« Cinéma de France », n° 34). En effet. On ne voit même plus pourquoi on perdrait son temps en commentaires superflus.

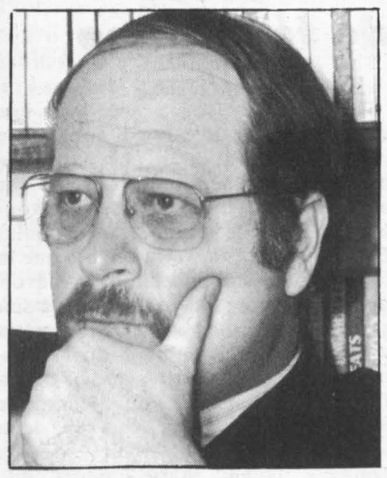


Daniel Toscan du Plantier, vu par Solo.

Problématique induite par le rapport — remarquablement ouvert — de la commission Bredin : on sait que le cinéma va être changé, mais on ne sait pas encore dans quelle proportion. On notera, en attendant, que, dans le budget de la Culture pour 1982, le budget du C.n.c. (Centre national de la cinématographie) passe de 6 à 34 millions de francs et qu'il est prévu 50 % d'augmentation pour la cinémathèque et l'I.d.h.e.c. (Institut des hautes études cinématographiques). ●

La chronique littéraire de Claude Glayman

Que lit-on, et lit-on des auteurs étrangers ?



Institutions, politiques et culturelles, s'interrogent de plus en plus sur la pratique de la lecture, à moins que depuis la parution du rapport Pingaud sur le livre et l'affirmation officielle d'objectifs en la matière nous soyons devenus, nous-mêmes, plus attentifs à toutes les démarches et recherches concernant la lecture. Par exemple les 20 et 21 novembre derniers le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et son office culturel ont organisé un colloque « Lecture et bibliothèques publiques » ; par exemple la maison de la culture de Seine-Saint-Denis a parrainé une fête du Livre (à cette occasion des écrivains se sont rendus auprès des gens, chez eux, dans leurs foyers et ont été confrontés directement à leurs lecteurs).

Par exemple, encore, sous les auspices de la fondation suisse de la culture, Pro Helvétia, une bonne quinzaine de journées de manifestations diverses se sont tenues autour du grand écrivain suisse de langue allemande Max Frisch (j'ai assisté à l'une d'elles et j'ai pu constater l'affluence du public pour écouter l'auteur lire des extraits de son dernier livre). Illustrations choisies au hasard de l'actualité — de surcroît durant la période d'attribution des prix littéraires— qui démontrent que le livre ne se résume pas en un pur et exclusif échange commercial : « Je publie, nous assurons la promotion et vous lisez. » Le livre se déroule — si je puis dire — bien au-delà de cette enceinte où le marketing et la vitrine publicitaire se sont taillé la part du lion. Et d'ailleurs, à l'inverse, tant que l'on ne sortira pas de cette forme duale — vente/achat — où l'on a fini par enfermer le livre, on n'aura aucune chance de briser un cycle infernal dont tout le monde se plaint en assurant, non sans preuves, que les Français ne lisent pas assez et par voie de conséquence ne « consomment » pas assez de livres !

Nos prix littéraires sont censés — à la veille des fêtes de Noël et de Nouvel An — inviter à la lecture et au commerce du livre. Comme chaque année, en 1981, les lauriers seront incitateurs. On doit tout de même regretter que la majorité des promus ne soient guère exceptionnels hormis le roman israélien qui a reçu le Médicis étranger, je veux parler du « Jour de la Comtesse » de David Shahar paru chez Gallimard. Il s'agit à ce jour du quatrième volume de cet auteur en français (exceptionnellement bien traduit de l'hébreu par Madeleine Neige). La critique du « Monde » Jacqueline Piatier s'est beaucoup battue pour imposer Shahar au public français. Voilà qui devrait désormais atteindre des résultats positifs...

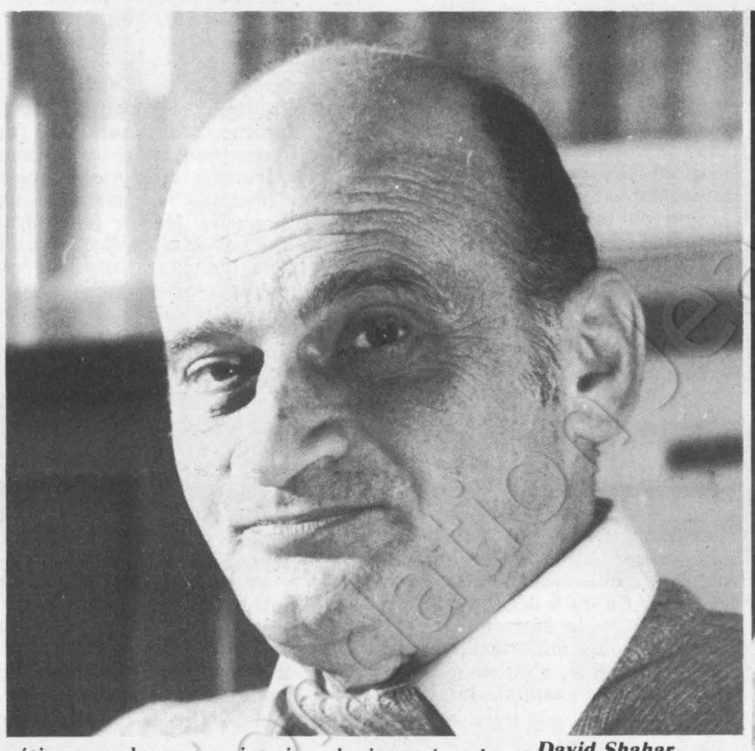
Et c'est tant mieux, car, une fois de plus, nous nous rendons compte de la qualité de la littérature étrangère à laquelle les hexagonaux ne sont plus désormais insensibles. Il est vrai que tout livre étranger, que nous lisons traduit, est passé par une sélection initiale qui n'a pas opéré pour les auteurs français. De telle sorte qu'il n'y a rien d'étonnant à la moue que nous faisons devant tant de parutions médiocres, sinon gratuites, de nos chers compatriotes alors que nous ne pouvons dissimuler notre envie, notre passion, à la lecture de ces auteurs lointains qui nous parlent d'univers, d'époques, de mœurs que nous ignorons.

Heureux David Shahar qui évoque la Jérusalem des années trente lorsque Juifs et Arabes cohabitaient avec plus ou moins de bonheur mais n'étaient pas encore prisonniers d'un éternel et fratricide antagonisme ethnique. Temps d'une certaine tolérance où la vie avait le goût des cultures confrontées et mélangées ! Forme d'orientalisme d'une infinie séduction, d'un charme légendaire où l'amour se love par le biais de personnages inoubliables. Certes ce « Jour de la Comtesse » est également porteur de violence puisqu'il rapporte les faits, sans doute exacts, d'une semaine de haine lorsque Juifs, Arabes et Anglais se sont affrontés. Après l'orage, ou plutôt derrière lui, un printemps des sentiments, des mots, des évocations. Shahar écrit avec une poésie dont on devine les influences mais qui lui appartient en propre. J'y vois pour ma part une sorte de Durrell israélien et à coup sûr un très grand écrivain que je ne saurais trop vous conseiller de découvrir à votre tour.

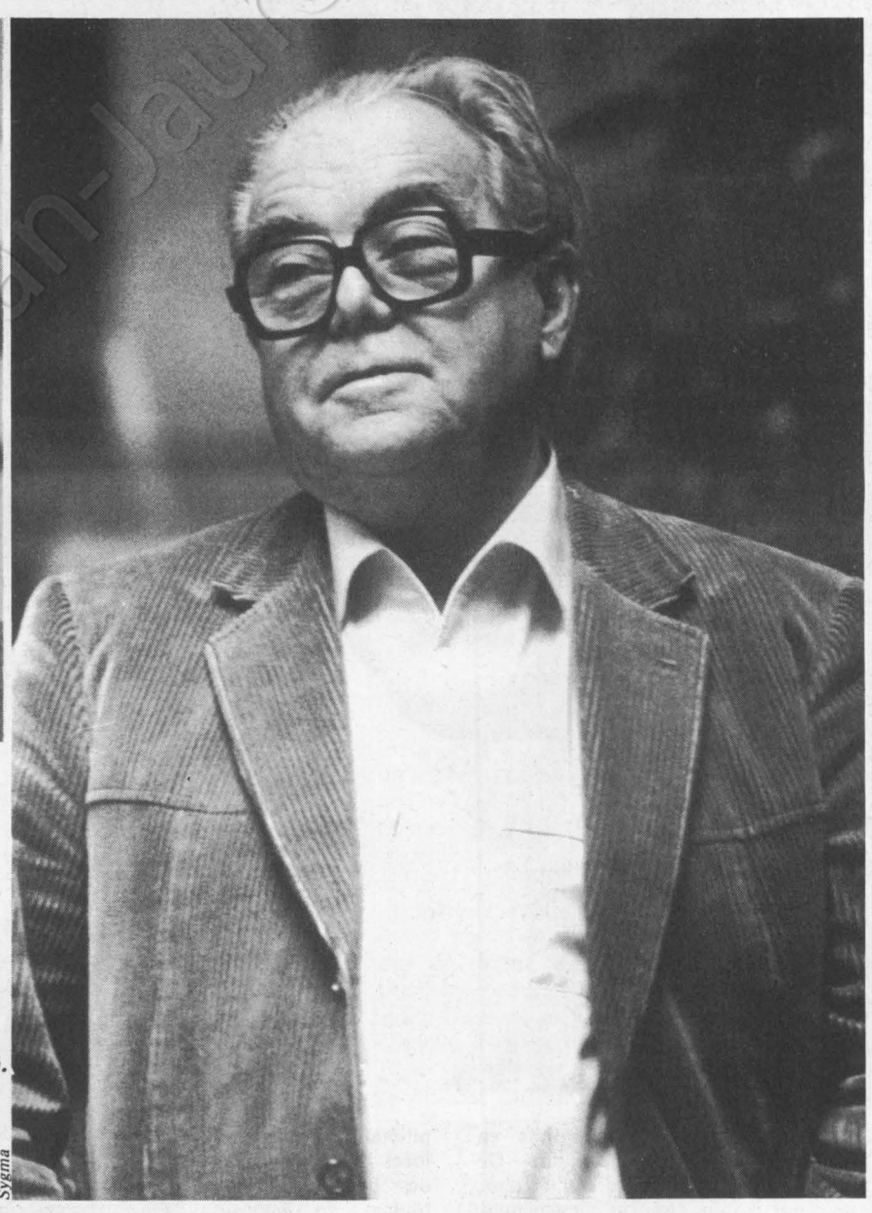
J.M. Coetzee est, lui, sud-africain, blanc ; André Brink en pense le plus grand bien. Maurice Nadeau — notre infatiguable découvreur de livres et d'auteurs inoubliables — après avoir, une nouvelle fois, émigré chez un nouvel éditeur, publie « Au cœur de ce pays » de Coetzee (Maurice Nadeau/Papyrus). Au centre une femme prisonnière du sanctuaire de la virginité. Un père haï/adoré. Et assassiné ? Un couple de serviteurs noirs : attraction-répulsion. Le tout dans le désert sud-africain : le veld. L'apartheid n'est pas nommé politiquement mais il est présent dans ces êtres primaires, hors civilisation, qui tiennent à la fois de l'univers de Faulkner et de celui de Beckett. La décomposition et la mort des personnages traduisent leur séparation, leur cloisonnement qui, pour être d'ordre naturel et métaphysique, n'en sont pas moins comme le reflet ou la conséquence de la situation raciste de l'Afrique du Sud. Le roman se présente en une suite de strophes numérotées qui cernent progressivement le lecteur et dont l'écriture charrie un réalisme concret bien visualisé et la métaphore distraite d'une forme d'ontologie existentielle où l'auteur se fait psychologue et moraliste. Un livre étouffant qui se grave dans nos mémoires. Maurice Nadeau annonce la parution d'un second Coetzee...

J'ai conservé pour la fin de cette chronique le cas de Max Frisch auquel je faisais allusion en son début. Avec Friedrich Dürrenmatt c'est le grand nom de la littérature suisse-allemande. Homme de théâtre (« Monsieur Bonhomme et les Incendiaires », etc.) qui a été ami de Bertolt Brecht, romancier, engagé politiquement dans une direction que par commodité imprécise je nommerais le « gauchisme », il est également l'auteur de deux tomes de « Journal » et d'ouvrages peu ou prou autobiographiques dont le dernier paru en 1978 s'appelait « Montauk » (toute l'œuvre de Frisch, à l'exception d'un titre, est publiée chez Gallimard).

Cette matière personnelle a donné lieu à un très intéressant film du cinéaste suisse Richard Dindo, « Max Frisch, Journal I/III », actuellement projeté à Paris. Il y a chez Frisch la noblesse souveraine et classique d'un Thomas Mann en même temps que la modernité d'un Peter Handke ou d'un cinéaste tel que Wim Wenders. Ecrivain insaisissable, qui parle de son époque à tout propos. En perpétuelle pérégrination, coincé par les origines étroites d'une petite patrie, il dit en une langue très simple mais très riche, musicale mais précise, cassée mais classique, l'universalité de nos angoisses, de nos amours, et de nos interrogations. Probable Prix Nobel, Frisch est à découvrir et à redécouvrir par les Français qui depuis quelques années s'étaient beaucoup préoccupés d'auteurs suisses français. Comme quoi la littérature étrangère traduit le foisonnement du monde. Nous pouvons y lire notre destin qui est à la fois terrible et beau. ●



David Shahar.



Max Frisch.

Sygma

Le tourniquet à livres

HISTOIRE

Guillotinée pour cause de féminisme

« Olympe de Gouges, née avec une imagination exaltée, pris son délire pour une inspiration de la nature. Elle commença par déraisonner et finit par adopter le projet des perfides qui voulaient diviser la France : elle voulut être homme d'Etat, et il semble que la loi ait puni cette conspiratrice d'avoir oublié les vertus qui conviennent à son sexe. » Voilà, tout est dit. Et c'est la « Feuille du salut public » du 27 brumaire an II, qui justifie ainsi l'exécution de « l'ancêtre du féminisme moderne », de l'auteur, en 1789, de la « Déclaration des droits de la femme ». Quand Marie Gouges, dite Olympe de Gouges, monta à l'échafaud, en cette froide journée d'octobre 1793 après avoir parcouru dans la charrette des condamnés le chemin qui menait de la Conciergerie à la place de la Révolution (aujourd'hui place de la Concorde), se souvenait-elle de son enthousiasme quatre ans plus tôt, à l'aurore de la Révolution : « La femme prétend jouir de la Révolution et réclame ses droits à l'égalité ! »

Olympe les avait réclamés ces droits et elle en mourrait. Les historiens du XIXe siècle influencés par les misogynes de l'époque révolutionnaire — mais ne l'étaient-ils pas eux-mêmes — nous ont laissé des femmes de la Révolution une image manichéenne. D'un côté, les bonnes, les héroïnes, femmes, mères ou sœurs, de Marie-Antoinette à Lucile Desmoulins en passant par Manon Roland. De l'autre, du côté de celles qui étaient, qui n'ont voulu être qu'elles-mêmes, qui ont voulu exister en tant que citoyennes au même titre que les hommes, c'est l'image de la folie, de l'hystérie, de la prostitution qu'on nous renvoie. Catherine Halbourg, Reine Audu, Marie-Françoise Carle-Mijelli, Théroigne de Méricourt, Claire Lacombe, toutes sont des « tricoteuses folles » doublées de mégères sadiques. Et Olympe, plus que les autres — même si les révolutionnaires, ses contemporains, la disent « aussi maligne que belle » — a eu le tort d'être une théoricienne. Car tant que les femmes se bornèrent à préparer ou à accompagner l'action politique des hommes, leur présence fut recherchée, sinon désirée comme le remarque Olympe : « On ne dédaigna pas de les admettre parmi tous les citoyens quand les murailles de la Bastille s'écroulèrent. »

Olivier Blanc a décidé de faire revivre par son livre Olympe, « la trop méconnue ». A partir des écrits de l'époque — ceux d'Olympe mais aussi ceux de ses détracteurs et de ses quelques admirateurs —, des documents d'archives, des manuscrits, il a tracé un portrait et établi une biographie — à laquelle l'historiographie moderne n'a rien à redire. Quarante-cinq ans de la vie d'une femme, née à Montauban, fille naturelle de l'auteur dramatique et aristocrate Lefranc de Pompignan. Après un mariage avec un traiteur de la ville qui lui donne un fils, et un veuvage tôt venu, Olympe « monte » à Paris, où elle devient plus parisienne que les Parisiens. Là, elle préfère se faire entretenir par un amant que d'accepter le mariage « ce tombeau de l'amour et de la confiance ».

Au cours de ces années galantes, la jeune provinciale rencontre des écrivains et des journalistes et se lie d'amitié avec Louis-Sébastien Mercier, l'auteur des « Tableaux de Paris ». Encouragée par ses amis, elle décide de se faire un nom en littérature. « L'extraction plébéienne et la culture occitane d'Olympe de Gouges ne la prédisposaient guère à utiliser au mieux ce seul moyen d'action dont elle disposait : l'écriture. » Et pourtant, entre 1784 et 1793, la montalbanaise va accumuler une importante œuvre d'auteur dramatique — qui valait bien la production des hommes de son époque — de romancière et de pamphlétaire. On peut dire que toutes les idées novatrices et généreuses du siècle des Lumières passent aussi par sa plume : de l'abolition de l'esclavage, sujet de sa première pièce de théâtre, à son combat pour les droits de la femme — elle milite en faveur du divorce et du vote des femmes —, à la création d'ateliers publics pour les ouvriers sans travail qui annoncent les ateliers nationaux de 1848. « Elle prêche d'ailleurs, écrit son biographe, une sorte de socialisme d'Etat et les réformes qu'elle propose sont parfois, encore aujourd'hui d'actualité. Ainsi celle qui concerne l'imposition des signes extérieurs de richesse : « Un bon impôt sur ce luxe effréné auquel, naturellement, seuls seraient soumis les privilégiés. » Mais, faute d'être un homme, les représentants de la nation préféreront la brocarder tout en s'attribuant la paternité de certaines de ses idées.

« Petit pot de terre affrontant le temps des inflexibles pots de fer masculins, elle se brisera comme les autres sur le machisme à bonne conscience de nos grands ancêtres qui voulaient de bonne foi transformer le monde et ne s'attaquaient qu'à la moitié de celui-ci, puisque à leurs yeux le monde de la femme était celui de l'obéissance », remarque Claude Manceron dans sa préface au livre d'Olivier Blanc. Un livre qu'il faut lire pour connaître et rendre justice aux femmes de la liberté.

EMMANUELE PLAS



Olympe de Gouges.

MEMOIRES

Argentin et juif, deux raisons de disparaître

DEPUIS quelques années, de déchirantes méditations sur la torture et sur le mal jalonnent la quotidienneté de nos littératures. « La Cave » de Kate Millett, « le Choix de Sophie » de William Styron et maintenant « Mémoires d'un disparu » de Jacobo Timerman rappellent au monde, périodiquement, l'existence de ces vastes mouvements de haine collective, de ces sursauts mythiques et donc mystérieux où des individus expriment la violence d'une sauvagerie primitive, ancestrale, que l'on croyait canalisée et résorbée par la culture, et qui toujours reparaît comme une maladie, comme un défi à la raison.

Etre argentin, juif et directeur d'un quotidien sans complaisance « la Opinión », c'est, semble-t-il, de nos jours, porter le poids d'une véritable faute originelle qui appelle la cruauté nécessaire des autres. Arrêté, pour délit d'opinion sans doute, le 15 avril 1977, à Buenos Aires, dans son appartement, par des hommes de la dixième brigade d'infanterie du premier corps d'armée, sans motif d'inculpation, sans instruction, sans procès, Timerman va disparaître. Les yeux bandés, les mains attachées, ayant perdu la notion du monde, il fait l'expérience première de l'avilissement physique qui désindividualise l'homme, en fait une machine à déféquer et à uriner qui n'est plus bientôt qu'un tas d'immondices. Ses bourreaux lui disent alors qu'il pue.

Cette première conquête de l'homme sur son animalité, la plus grande peut-être, qui lui fait maîtriser ses mouvements intérieurs, lui est arrachée, sans que pour autant sa faculté de penser en soit vraiment affectée. Le courage, pour lui alors, est une forme de passivité, qui le fait éviter de se raidir sous la torture des électrodes, parce qu'alors, lui semble-t-il, il « supporte mieux ». Ce qu'il découvre, c'est que, finalement, « le moment » de la torture est moins important qu'on ne le croit. En réalité, c'est pour le tortionnaire qu'il est capital, lui qui croit, par là, « changer la réalité », avoir une emprise quasi divine sur l'autre. Ainsi Timerman fait-il remarquer que les bourreaux ont tendance à mentir sur la vérité des méthodes employées, prétendant qu'elles sont plus modernes, plus sophistiquées qu'elles ne le sont et qu'elles se situent dans des lieux raffinés quand, au vrai, elles se passent, ces séances de tortures, dans les locaux lépreux de quelque faubourg sinistre. L'impunité pour ces hommes est totale : nulle justice officielle, nul semblant de légalité ne risquent de diminuer le plaisir qu'ils tirent à se rendre maîtres d'hommes supérieurs qu'ils peuvent, sans risque, réduire à merci. Ils font l'expérience primitive de la toute-puissance.

Mais Timerman n'est pas seulement un intellectuel, c'est-à-dire un insoumis, quelqu'un qui met en doute, précisément parce qu'il refuse de la reconnaître, la surhumanité des bourreaux, quelqu'un qui la dénonce dans ses journaux, la tourne en ridicule, la décrit comme une maladie monstrueuse. Timerman est aussi un juif. Très vite, il découvre que la haine du bourreau est plus grande pour le juif que pour l'homme. « Dans une prison clandestine de l'Argentine, écrit-il, je ne parviens pas à comprendre pourquoi un militaire argentin qui luttait — quels que fussent les moyens — contre le terrorisme de gauche, pouvait éprouver une telle haine contre un juif. » Avec le juif, la notion de plaisir de la souffrance de l'autre, inexplicablement, s'ajoute au sentiment de toute-puissance qu'apporte au tortionnaire la torture. C'est que la haine du juif est absolue, car il ne peut être changé : on peut faire plier l'intellectuel, le convaincre même, le juif reste juif et le torturer est alors la seule arme que l'on ait contre lui. Haine totale, fantasmatique et irrationnelle qui ne trouve son soulagement que dans la destruction. Face à ces cris qui le poursuivent, Timerman se sent « juif ». Il a alors cette phrase admirable : « Pour fortifier l'âme juive, on a souvent recours aux leçons tirées de la dimension tragique qui a toujours caractérisé son destin. Cependant, j'ai personnellement découvert que la seule chose qui aguerrit l'âme juive, c'est la compréhension et le sentiment de sa propre indentité. *Etre importe plus que de se souvenir.* Au demeurant, affirme-t-il, qu'elle soit de droite ou de gauche, la haine du juif est la même : s'il avait été kidnappé par des terroristes de gauche, ils l'auraient fusillé pour « sionisme contre-révolutionnaire ».

Face à cette violence irrationnelle, Timerman ne peut que trouver l'irrationnel. « Haïr le juif, dit-il, ne nécessite pas de discipline ni de systématisation d'aucune sorte, pas plus que de méthodologie. » En vérité, c'est la haine des médiocres et des simples, il suffit « de s'y laisser entraîner... de se laisser faire ». Voilà pourquoi les juifs acceptent et, ce qui est cuisant pour Timerman, sont d'une inertie affreuse devant les atteintes dont ils sont l'objet, de nos jours, en Argentine. la haine du juif est inspiratrice, elle éveille les phobies et les impunités : elle est donc inéluctable. Elle est le destin juif. Que faire alors contre un tel destin ?

Au bout de son tragique monologue intérieur, Timerman, quant à lui, ne s'avoue pas vaincu. Il sait trop, pour l'avoir vu maintes fois, le regard d'espoir des condamnés des prisons, qui, contre toute logique, espèrent encore. Un miracle, peut-être autre défi au raisonnement...

MICHELLE COQUILLAT

Jacabo Timerman : « Mémoires d'un disparu ». Traduit de l'espagnol par Benito Pelegrin. Editions Mazarine.



Sygma

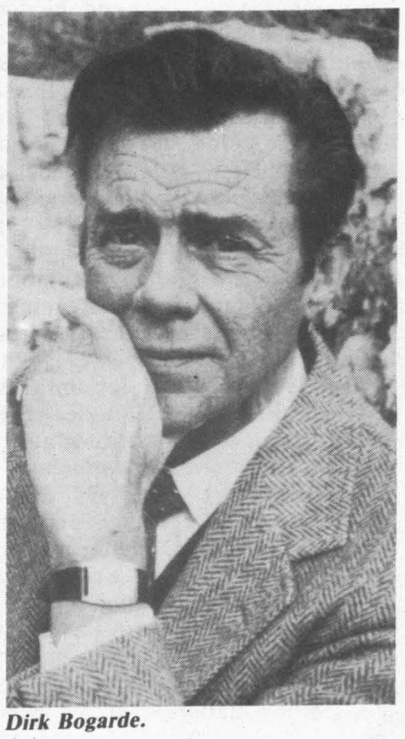
Les « folles de la place de Mai ».

SAGA

Autant en emporte la mousson

Comédien exceptionnel, choisi par les plus grands metteurs en scène (Losey, Visconti), Dirk Bogarde est en passe de devenir un écrivain. Son premier roman « Une aimable occupation » (Albin-Michel), chronique amèrement drôle de l'occupation britannique après la chute du Japon et avant le retour des colons hollandais dans une île de l'archipel de Java, se lit comme un roman d'aventures. L'humour et le flegme en plus. Incontestablement britannique (jusques et y compris dans sa traduction française qui a laissé passer pas mal d'anglicismes) ce roman a pour héros un bien beau jeune homme, Rooke, qui après avoir combattu pendant toute la guerre dans l'armée des Indes aspire à une pause qu'il croit trouver dans cette île des mers du Sud. Mais le paradis ensoleillé où il est débarqué, plein de dégoût et d'illusions à la fois, est un petit enfer tout à fait réussi.

Haine des indigènes en révolte contre les colons, mépris des colons pour les Anglais, cupidité des collaborateurs et autres agents stipendiés du Japon prêts à passer avec armes et bagages dans les bras des nouveaux occupants, bêtise insondable de l'état-major britannique, etc. Les héros positifs du « Pont de la rivière Kwaï » n'en croiraient pas leurs grands yeux bleus.



Dirk Bogarde.

Ayant réussi à pantoufler comme aide de camp du général — non sans avoir cédé au préalable au chantage homosexuel du chef du contre-espionnage — Rooke, acteur dans le civil, se glisse tel Frégoli dans sa peau d'officier d'ordonnance, stick sous le bras et shorts réglementaires, tombe amoureux d'une Eurasienne rescapée des camps de la mort japonais, trouve le moyen de jouer les héros et est même tenté, l'ambiance héroïque aidant, de rempiler.

A travers les destins entrecroisés de ses personnages pittoresques — Miss Foto, la vieille baderne de général, les serviteurs indiens, Emmie et tous les autres — c'est à un « Autant en emporte la mousson » que nous convie Dick Bogarde. Les romans où soufflent l'aventure, la passion, l'odeur de la poudre et du curry ne sont pas si nombreux. Succombons.

N.C.

ROMAN

Le Canada anglais a aussi son grand écrivain

« Il y a autre chose, se souvient-elle à présent, et c'est dangereux. Avant, il voulait être protégé. Il voulait une femme qui fût une porte qu'il pouvait franchir et refermer derrière lui. Tout avait été parfait tant qu'elle avait bien voulu faire semblant d'être une cage, Nate une souris, et son cœur un fromage (...)

« Mais cette fois-ci il veut protéger. Des fils électriques s'allument dans ses jambes et ses doigts, les murs avec leurs ombres ont repris leur place, le plancher est là, le plafond est refermé. L'espace autour d'elle forme un cube dont elle est le centre. Il y a quelque chose à défendre. »

Elle, c'est Elizabeth. Lui, c'est Nate. Et la femme que Nate se prépare à protéger, c'est Lesje.

Elizabeth et Lesje travaillent dans un musée de Toronto, la première aux Expositions temporaires, la seconde à la Paléontologie. Entre elles, Nate, ex-avocat reconverti en fabricant de jouets dans sa cave humide, mari d'Elizabeth avec qui il a deux enfants, et nouvel amant de Lesje. Le dernier amant d'Elizabeth, Chris, vient de se faire sauter la tête, tandis que celui de Lesje, le trop joufflu « White Anglo-Saxon Protestant » William, s'apprête à passer en coulisse.

Margaret Atwood les scrute avec un regard aussi mobile que pénétrant, aussi impitoyable que minutieux. Elle les sculpte à vrai dire, en une succession de chapitres datés du 29 octobre 1976 au 18 août 1978, consacrés les uns à Lesje, d'autres à Nate, d'autres encore à Elizabeth, pivot de « la Vie avant l'Homme » (1).

C'est le quatrième roman de Margaret Atwood (2), poète, essayiste et romancière à juste titre très appréciée, best-seller aux Etats-Unis. Il se situe au Canada, dans un Canada quoti-

dien, à l'avenir mal dessiné, le même dont Atwood poète a pu écrire, dans « You Are Happy » : « Nous sommes bloqués ici/de ce côté de la frontière/dans ce pays de rues fatiguées et de vieux buildings /Où il n'y a rien de spectaculaire à voir/et la température est ordinaire/Où l'amour ne se rencontre à l'état pur/que sur les « souvenirs » très bon marché/Où nous devons marcher lentement,/où peut-être nous n'arriverons nulle part/Ne trouverons rien, où nous continuons d'avancer,/frayant nos routes, notre route/non pas vers quelque chose mais à travers. » (3)

Le Canada « anglais », qui a mal au Québec que souvent il condamne violemment mais que parfois aussi il envie confusément, tel Nate au soir de la victoire du Parti québécois aux élections de novembre 1976 : « Il tente de se rappeler une allégresse aussi puissante de son côté de la frontière, mais il ne trouve rien d'autre que le premier match de hockey entre les Canadiens et les Russes, quand Paul Henderson avait marqué le but de la victoire. Les hommes s'embrassaient, les plus saouls pleuraient. »

Mais l'intérêt principal de ce roman réside ailleurs, entre l'extraversion et l'introversion : du tonus et du réalisme d'Elizabeth, qui a construit sa vie à la force du poignet, aux hésitations et incohérences de Nate, aux rêveries évasives de Lesje parmi les grands vertébrés du Crétacé supérieur.

Tout cela pourrait être statique. Or les situations bougent, et le roman devient kaléidoscope. D'entrée, Elizabeth est en état de crise, suite au suicide de son amant, puis à l'arrivé de ses 39 ans ; Nate, lui, va bientôt déménager ses outils de sa cave humide dans le salon vide de Lesje ; laquelle, offerte jusque-là à tous les coups, va sentir monter en elle des instincts de défense.

Nate et Elizabeth, toutefois, demeureront pour le moment prisonniers de leur propre jeu. Elizabeth, experte à dominer les situations et les gens, ne tentera pas, au moment où elle voit son mari Nate en train d'acquérir une mentalité adulte dont elle lui avait si souvent reproché l'absence, d'entreprendre avec lui une nouvelle vie ; elle choisira plutôt de l'écraser, et avec lui sa maîtresse Lesje, incapable qu'elle est d'envisager un avenir à deux où peut-être elle ne serait plus en position dominante : « Elle déteste que l'on détienne un pouvoir sur elle. Nate ne possède pas ce genre de pouvoir. Il ne l'a jamais eu. Elle l'a épousé facilement, comme on met une chaussure. » Quant à Nate, par ailleurs beaucoup plus ouvert que son entourage sur la vie sociale et politique, il compose trop avec celui-ci, jusqu'à la servilité, au niveau de la vie quotidienne : pour cause de gentillesse réelle, mais aussi de mollesse et de naïveté, il n'arrivera pas, en changeant de situation, à prendre les commandes de sa propre vie.

Reste Lesje. Encore rêveuse, encore introvertie, mais qui déjà a pris la mesure de Nate et pourrait bien développer ce type de « voix intérieure », de présence à soi assurant à Elizabeth sa maîtrise des situations, son pouvoir sur les autres.

Et l'amour dans tout ça ? Quelques apparitions, comme la lune dans un ciel nuageux. Il arrivera demain, toujours dans les valises de Godot. Le bonheur, Elizabeth l'a noté à propos d'une exposition d'art ancien chinois, est devant : « Sous les couleurs de ces peintures, primitives comme des dessins d'enfants, se tapissent la malveillance, l'avidité, le désespoir, la haine, la mort. Comment pourrait-elle ne pas le savoir ? La Chine n'est pas le paradis ; le paradis n'existe pas. Même les Chinois le savent, ils doivent bien le savoir, ils y vivent. Tels les hommes des cavernes, ils peignent non pas ce qu'ils voient, mais ce qu'ils désirent. »

Le désir est suspendu, d'autant que la vie avant l'homme, c'est aussi la vie avant l'adulte. Et que chacun transporte avec soi ses lubies, les absolus de son enfance : qui une grand-mère juive et une autre ukrainienne, qui une mère brûlée et une tante mégère, qui un père mort malade à la guerre et une mère collectionnant sur sa mappemonde les points rouges indiqués par le bulletin d'Amnesty International...

...Mais je renvoie plutôt à la lecture de « la Vie avant l'Homme ». Pour le plaisir d'une écriture, magnifiquement traduite par Marianne Véron, pour le style alerte de Margaret Atwood, son humour incisif, sa virtuosité émue dans l'exploration des profondeurs humaines.

Jacques RANCOURT

(1) Robert Laffont, coll. « Pavillons ».

(2) Margaret Atwood est née à Ottawa en 1939 ; autre roman traduit en français : « Faire surface », Grasset, 1978.

(3) Extrait traduit du poème « Is/Not », in Selected Poems, Toronto, Oxford University Press, 1976.



Sygma

Un dernier acte d'amour

L'acte d'accoucher s'accompagne toujours de sang, de cris, de sueur, et d'excréments. Bref, si donner la vie c'est souvent beau, c'est rarement propre. Simone de Beauvoir, elle, a aidé Jean-Paul Sartre à accoucher de sa mort. Elle l'a fait avec une tendresse, une compassion, un respect bouleversants. Et pourtant d'aucuns osent aujourd'hui lui reprocher d'avoir sali la mémoire de Sartre dans « la Cérémonie des adieux » (Gallimard) en ne cachant aucune défaillance, aucune faiblesse de l'homme qu'elle a aimé tout au long de sa vie (« Sa mort nous sépare. Ma mort ne nous réunira pas. C'est ainsi : il est déjà beau que nos vies aient pu si longtemps s'accorder »).

Une phrase rencontrée au détour des « Mémoires d'une jeune fille rangée » me revient en tête aujourd'hui et pourrait servir de fil rouge à tout ce livre : « Je savais que rien de mal ne pouvait m'arriver par lui, à moins qu'il ne meure avant moi. » Ces cent cinquante-neuf pages de la « Cérémonie des adieux » sont la chronique précise, quotidienne, minutieuse, quasi monotone de ce chagrin qu'il lui fît : une vie qui se défait racontée par celle que cette défaite atterre. Ce livre est tissé de mille petits riens ; la tablette de chocolat et le saucisson partagés tout en devisant, quelques jours ensoleillés à Saint-Paul-de-Vence, une trêve à Venise, un répit sur la terrasse dorée de Rome, les actes politiques, les actes d'écrivains, les alertes, les révoltes de Sartre qui craint de perdre la vue ; tous les petits bonheurs volés, entrecoupés de grandes terreurs, d'angoisses et de colère. Car Sartre est presque aveugle, la grave maladie qui l'accable affecte son équilibre, sa parole et même sa pensée, il arrive à cette intelligence souveraine de battre la campagne et c'est un crève-cœur pour Simone de Beauvoir qui sait le dire sans redondance. L'altière Simone de Beauvoir s'est faite humble pour parler au plus juste de cette agonie, modeste devant la souffrance. On sent tout au long de sa narration, la volonté attentive et sourcilleuse de ne pas « faire dans le pathos », de ne pas « en faire trop », de ne pas faire de « littérature ». Voilà le mot est lâché et c'est cela en fait que ses censeurs reprochent à Simone de Beauvoir : de n'avoir pas voulu faire de la mort de Sartre un morceau de bravoure littéraire.

Une scène très belle et très déchirante donne le ton de cette grande leçon de ténèbres : Sartre vient de mourir à l'hôpital. Simone de Beauvoir demande à rester seule avec lui pour dormir une dernière fois à ses côtés. « Une infirmière m'a arrêtée : « Non. Attention... la gangrène. » C'est alors que j'ai compris la vraie nature de ses escarres. Je me suis couchée sur le drap et j'ai un peu dormi. »

La veille de sa mort, Sartre, avant de sombrer dans le coma, a dit à Simone de Beauvoir : « Je vous aime beaucoup, mon petit Castor. » Sa compagne de cinquante ans, restée seule, parle de sa propre souffrance avec humilité et pudeur : « Ça ne peut pas se dire, ça ne peut pas s'écrire, ça ne peut pas se penser, ça se vit c'est tout. » Les rares fois où elle dévoile ses propres sentiments c'est pour nous dire qu'elle a pleuré toute la nuit de désespoir. Et c'est à cette femme que des censeurs — sans pudeur, ni modestie eux — font des remontrances, mêlant à leurs ignobles critiques — « règlements de comptes », « querelles d'héritiers », « journal de gouvernante » — un suspect mépris qui ne semble s'abattre que sur l'auteur du « Deuxième Sexe ». D'autres qui se repaissent de détails sordides tout en faisant mine de s'en offusquer — oui un malade atteint au cerveau bave, se souille et mange malproprement, et alors ? — n'ont décidément rien compris à la « Cérémonie des adieux ».

Simone de Beauvoir n'a pas voulu ériger un monument à un homme illustre, mais nous le montrer courageux bien que malade, enjoué bien que lucide, brillant et triste, déchirant et présent. Vivant en somme.

NICOLE CHAILLOT

« La Cérémonie des adieux » comprend deux parties, le texte de Simone de Beauvoir et un ensemble d'entretiens entre Sartre et de Beauvoir réalisés en 1974. Ils n'apportent rien à la connaissance du philosophe et ne valent que par la liberté de ton, le côté « à bâtons rompus » des débats.

ESSAIS

Deux célébrations de Tournier : la lecture et l'envers.

Michel Tournier vient de publier à quelques semaines d'intervalle deux livres très différents, tant par le volume que par le sujet : « le Vol du vampire » présente sur près de quatre cents pages une série de notes de lecture prises au cours d'une dizaine d'années. Le petit livre des « Vues de dos » commente cinquante-trois photographies d'Edouard Boubat.

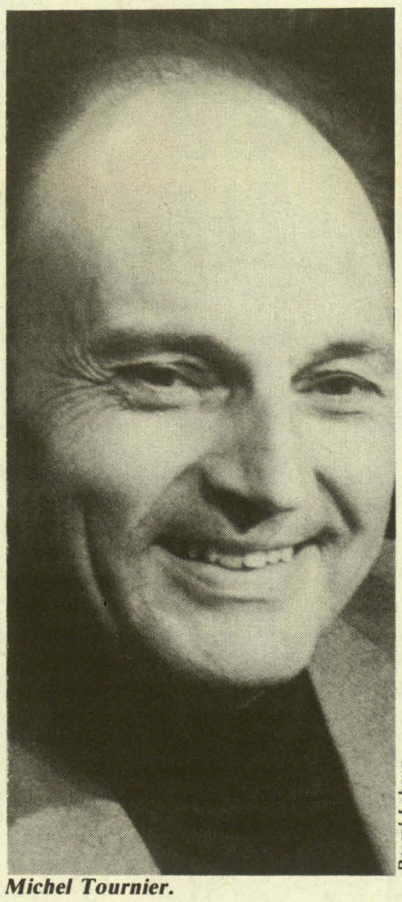
Ce qui frappe d'abord dans « le Vol du vampire », c'est l'extrême diversité des textes ou des auteurs dont parle Tournier. Non seulement ils nous entraînent à travers toute l'histoire de notre littérature — du Moyen Age, avec Tristan et Iseut, à l'époque contemporaine, avec les rebondissements de l'affaire Ajar —, mais ils nous font faire plusieurs incursions dans la littérature allemande, qui fait l'objet d'un quart environ des chapitres, de Goethe à Günther Grass. Cela ne surprend guère de la part d'un germaniste depuis l'enfance qui a toujours souligné ce qu'il devait à la culture allemande ; de même, sa formation universitaire explique la place faite à la philosophie : un chapitre sur Kant évoque, à travers les définitions du beau et du sublime, sa contribution à la critique littéraire, et dans « Sartre, romancier cryptométaphysicien », sont abordés les problèmes de l'insertion d'idées philosophiques dans le roman.

Diversité encore, du fait que l'on passe de textes aussi célèbres que « Madame Bovary », à d'autres aussi peu connus que « les Mémoires » d'Henri de Campion, ou encore qu'un même chapitre regroupe des figures aussi disparates qu'« Emile, Gavroche et Tarzan ». Enfin, à côté de chapitres consacrés à la photographie, on trouvera un grand nombre de portraits, car visiblement l'écrivain attire tout autant Tournier que son œuvre.

« L'une des occupations préférées de l'esprit consiste à fabriquer des gaufriers destinés à faire sécher et durcir, et surtout à pourvoir d'une forme précise et immuable la matière flasque et grouillante de l'expérience immédiate. » Mettant ce principe en application, Tournier élabore dans ce recueil une caractérologie qui tente de cerner, dans une série d'oppositions binaires, telles que celle entre « orexie et anorexie », c'est-à-dire « oui ou non à la vie », les grandes familles d'écrivains.

Pour qui est habitué aux grandes constructions romanesques de Tournier, ou aux réflexions rigoureuses du « Vent Paraclet », ce livre foisonnant peut dérouter par la multiplicité des perspectives ouvertes. Sans doute ne faut-il pas le lire comme les autres. Aucun ordre ne s'impose au vagabondage du lecteur. Il ne faut cependant pas renoncer à prendre une vue d'ensemble car, au-delà des anecdotes, des traits brillants, de grandes perspectives se dégagent sur la création littéraire, le rôle de l'écrivain dans la société, et le plaisir mystérieux de la lecture. Tournier, lecteur, ne peut oublier qu'il est aussi écrivain.

Parmi les leitmotiv du livre, on remarque le thème de la marginalité de l'écrivain : pour Tournier, sexuelle ou sociale, elle est liée à la création. La société exerçant une pression sur tous, « le propre des créateurs est de résister à cette sujétion pour remonter le courant et mettre en circulation leur propres modèles ». L'étude sur Tristan et Iseut montre que « le mythe n'est pas un rappel à l'ordre, mais bien plutôt un appel au désordre » ; et à travers l'affrontement entre Madame de Staël et Napoléon, Tournier s'interroge sur le pouvoir des mots, sur « cette peur apparemment absurde que la plume inspire à l'épée ».



Pascal Lebrun

Michel Tournier.

Manifestation de liberté par rapport au conformisme social, la littérature est aussi un appel à la liberté individuelle du lecteur, invité à participer activement à la création de l'œuvre. Cette idée explique le titre du recueil : le livre, tel un vampire, a besoin du lecteur pour exister. « A peine un livre s'est-il abattu sur un lecteur qu'il se gonfle de sa chaleur et de ses rêves », mêlant « les intentions de l'écrivain et les fantasmes du lecteur », la lecture est une co-création. Et c'est de cette co-création que procède la joie de lire ; mais le rôle créateur du lecteur va plus loin : c'est à lui seul de décerner à un auteur le label de génie.

Rarement le lecteur avait été aussi bien traité. Nous, la simple piétaille des lecteurs, qui avons si peu l'occasion ou la volonté d'écrire, nous nous sentions jusqu'ici un peu coupable. Nous jugeant tout juste capables de nous nourrir de la substance d'êtres plus doués et plus généreux que nous, c'est nous que nous considérions comme des vampires. Or voici que nous est montrée une réversibilité délicieuse : comment ne pas nous dire maintenant que notre joie à lire, loin d'être une délectation honteuse de parasite, est signe de notre propre créativité ? Comment ne pas nous dire surtout que si nous pouvons rendre, par l'intérêt que nous trouvons en lui, un auteur génial, c'est qu'il existe aussi en nous une parcelle de génie ?

Pourquoi avoir choisi pour thème d'un recueil de photographies des vues de dos ? C'est que, explique le texte liminaire, « le dos ne sait mentir ». Nous sommes donc invités, en compagnie de Boubat et Tournier, à découvrir des dos, non seulement celui d'être humains, mais l'envers de paysages ou de choses. Et à mesure qu'on le feuillette, ce livre se révèle porteur d'une merveilleuse nouvelle : ces dos — qui ne savent pas mentir — sont beaux ; ceux des petites filles aux chevelures déployées ou savamment tressées, comme celui de la vieille femme voûtée qui s'éloigne, ou l'échine paresseuse d'un chat devant une fenêtre ensoleillée. Tous sont à la fois doués d'expressivité et secrets.

Les petits textes subtils et limpides de Michel Tournier sont une méditation sur les différentes facettes de ce mystère. Et parce que l'envers du monde nous apparaît à travers une tendresse communicative, celle des images et celle des mots, nous sommes entraînés à notre tour dans une contemplation jubilante.

Françoise MERLLIÉ

POLITIQUE

La social-démocratie dans sa diversité

Une conception particulière du parti ouvrier lié aux masses par la réalité syndicale. La dérive droitière de socialistes au pouvoir. Une façon humaine de gérer le capicalisme. La revendication du lien essentiel entre révolution économique et démocratie politique. Ce seul mot de « social-démocratie » charrie plus d'un siècle d'histoire, des préjugés, des expériences diverses, des malentendus, des victoires de la classe ouvrière ; Lénine en son temps ne se disait-il pas « social-démocrate », comme peut le faire tout aussi légitimement Schmidt aujourd'hui !

Les analyses sont multiples et le débat reste ouvert. Mais après la victoire de François Mitterrand (qui n'hésite pas à se qualifier de social-démocrate), la victoire des socialistes et de toute la gauche en France, la question revêt des intérêts nouveaux. Aussi, après « Feux croisés sur le stalinisme », la Revue politique et parlementaire (Puf) propose : « La Social-Démocratie en questions » qui regroupe les réflexions de socialistes, de sociaux-démocrates et de communistes italiens et espagnols sur le mouvement ouvrier européen, la social-démocratie et le passage au socialisme.

Analyses historiques, élaboration théorique et stratégie politique sont intimement liées. Les exposés historiques, pour leur part, démontrent effectivement l'actualité des « vieux débats ». Les échecs de la social-démocratie à travers la IIe Internationale, ou les dévoiements de la IIIe, induisent d'une certaine façon la réalité d'aujourd'hui, et fournissent des concepts utilisables encore actuellement. A ce titre les chapitres d'Alain Bergounioux par exemple («Kautsky-Lénine : la question de la démocratie ») ou celui de Colette Audry (« Internationales et Front unique ») ne constituent pas de simples rappels historiques pour érudits.

Quant aux passages sur les expériences modernes social-démocrates, elles redoublent d'une certaine manière et développent la question des rapports entre la social-démocratie et le pouvoir, et celle de la liaison avec l'évolution du capitalisme. Problèmes que mettent en perspective les exposés de Christian Goux et de Jacques Delors en particulier, d'une manière plus théorique.

Carl Lidbom (ancien ministre d'Olof Palme), dans son bilan de quarante-quatre années de pouvoir, est d'un grand enseignement. Et l'ensemble des chapitres sur les différentes expériences (la cogestion en Allemagne par Albert Gazier et Horst Heidermann, ou le problème de l'environnement exposé par Erik Holst, ministre danois) présente la social-démocratie actuelle dans sa diversité.

Enfin, l'intervention de Fernando Claudin sur l'eurocommunisme, puis celles de Lionel Jospin et de François Mitterrand, posent le problème de l'arrivée de la gauche au pouvoir en Europe. Les textes manifestent une certaine vigueur dans les critiques à l'égard du P.c.f. et émettent certaines réserves vis-à-vis des eurocommunistes. Ainsi, malgré la volonté de dégager des convergences réelles et le sentiment de la nécessité de donner cohérence au mouvement ouvrier qu'il exprime, le discours de François Mitterrand, en particulier, est très incisif.

Cependant, la participation de communistes européens à cet ouvrage (poursuivant en cela l'attitude d'autres membres du P.c.e. et du P.c.i. lors de l'ouvrage sur le stalinisme) confirme une évolution dans le mouvement ouvrier européen. Joan Vintro (dirigeant du P.c.e.) avait souhaité « que les partis socialistes fassent aussi leurs comptes avec leur passé ». « La Social-Démocratie en questions » est un élément de cette critique du passé, mais aussi un instrument pour inventer et construire l'avenir.

Marius Constant ou l'irrespect salutaire

PAR FABIAN GASTELLIER

MARIUS Constant est le second Bizet de « Carmen ». L'homme qui réinventa la partition. Pianiste, compositeur, chef d'orchestre, fondateur du célèbre ensemble « Ars Nova », Marius Constant n'en est pas, ici, à son premier essai pour un espace théâtral : ayant travaillé pour Roland Petit (« Cyrano de Bergerac ») ou Maurice Béjart (« Haut Voltage »), ayant mis sur pied de nombreux « concerts-spectacles », il sait ce que les planches exigent. Chirurgien de l'œuvre lyrique la plus mondialement célèbre, il se veut avant tout respectueux du drame, du « mythe Carmen ». Trahison ? Sûrement pas. Amour plutôt. C'est parce que Marius Constant aime Carmen à la folie qu'il l'a déshabillée en beauté pour lui ôter ses jupons superflus et la rendre à sa liberté. Une expérience qui n'a pas de nom, mais qui a peut-être un avenir.

« L'UNITE » : ***Marius Constant, comment a démarré, pour vous, l'aventure de cette « Carmen » ?***

MARIUS CONSTANT : Cette aventure — c'est le mot — a commencé il y a deux ans environ. Peter Brook, qui mettait en scène « la Conférence des oiseaux » en Avignon, m'a demandé si une expérience lyrique me tentait. Il avait sûrement des idées très sûres, déjà à cette époque. Brook n'est pas homme à se lancer dans le vide, l'imprévu. Il n'est pas non plus l'homme des promesses légères... Il m'a alors demandé de lui écrire une musique pour « la Cerisaie » de Tchekhov qu'il s'apprêtait à mettre en scène aux Bouffes du Nord. Notre collaboration a démarré ainsi. Après, nous nous sommes rencontrés très souvent, en parlant de « Carmen ».

— De la « Carmen » de Bizet ? De l'intégralité de l'ouvrage ?



Marius Constant, en répétitions.

Pascal Lebrun

— Absolument. Il souhaitait monter « Carmen », c'était tout. Vous savez, Brook n'a jamais d'idées arrêtées au départ de ses travaux. Il jette quelque chose, comme ça, et ne cesse jamais de remodeler, de revoir la question. Il avait envie de « Carmen », bon. Comment, il ne savait pas encore. Mais la musique lui manquait. Il avait commencé par là, en mettant en scène des opéras, et souhaitait retrouver un matériau musical.

— Cela vous a tout de suite tenté ?

— Bien sûr. Mais, connaissant le théâtre des Bouffes du Nord, je savais qu'il était hors de question d'y installer quatre-vingts musiciens. Il n'y a pas de fosse d'orchestre et pas assez de place en général pour le déploiement orchestral que nécessite l'ouvrage de Bizet. Connaissant Peter, en plus, je savais qu'il n'était pas homme à désirer mettre en scène le « chœur des enfants » ou celui des cigarières — tout un toc un peu superficiel qui n'était pas fait pour lui. Je savais qu'on irait vers un dépouillement, vers une épure. Nous avons beaucoup parlé, avec Jean-Claude Carrière, avec lui... Puis je lui ai dit qu'il fallait se mettre à travailler sérieusement sur quelque chose de concret. Je lui ai proposé de remodeler « Carmen ». De reconstruire un squelette musical avec l'emploi d'une petite formation orchestrale et le bouleversement complet de l'œuvre.

— Les puristes vous diront : de quel droit ?

— Les puristes disent ce qu'ils veulent... Quand Brook travaille sur Shakespeare et s'insère à l'intérieur même du langage poétique, on ne dit rien : il est entré dans les mœurs théâtrales qu'une relecture — Peter Brook a horreur du terme ! —, qu'une mise en scène suppose un certain irrespect du texte ; une certaine révolution. En musique, c'est encore tabou. On vit encore dans un monde réglé par des manies de rat de bibliothèque traquant le moindre bémol pas en règle... Bon. C'est bien. Mais il faut dépasser le stade de la seule musicologie. Il y a deux façons d'approcher une œuvre : accepter une pièce de musée, avec les conventions datées de son époque et transposer en soi-même pour trouver les correspondances, ou bien chercher un ouvrage sachant parler aux sensibilités d'aujourd'hui. Notre « Carmen » n'a pas pour but d'enterrer l'œuvre de Bizet, de la rendre vieillotte, caduque. Seulement, nous avons cherché à en proposer une vision décapée, moderne sans être radicalement différente.

— On vous rétorquera : pourquoi ne pas avoir, sur la trame dramatique, créé une « Carmen » musicalement neuve ?

— Certes. Mais ce n'était pas notre but. Pas encore, dirais-je. Nous voulions parler à la mémoire collective — et « Carmen » est l'opéra le plus mondialement populaire —, laisser au public ses points de repère principaux. Ainsi, nous n'avons pas touché aux airs les plus célèbres. Plus tard, peut-être créerons-nous quelque chose de complètement neuf. Tout ce chemin-là est affaire d'étapes...

— Donc, vous avèz réorchestré « Carmen » pour quinze pupitres.

— Quatorze seulement. Le piano — une idée de Brook, qui pense que la sonorité particulière de cet instrument apporte encore plus d'intimité — est venu après. La première chose que je me suis dite, c'est : comment rester fidèle à l'esprit de Bizet ? comment ne pas dénaturer la couleur de l'opéra tout en opérant la réduction ? Pour ce faire, il fallait absolument garder un instrument par famille d'instruments utilisés par Bizet. Avoir une flûte, un hautbois, un alto, un violon, etc. Mais est-ce que j'allais, ainsi, savoir retrouver les proportions, les volumes de la partition originale ? Il me fallait arriver à soutenir la même action avec seulement quatorze pupitres ! En relisant la partition, j'ai vu que « Carmen » pouvait être compris, sans être trahi, comme une musique de chambre. Les airs devenant des lieder et ainsi de suite... L'idée a beaucoup plu à Peter Brook et j'ai donc travaillé sur une base de départ totalement nouvelle — celle d'une formation de musique de chambre et non plus d'une masse orchestrale.

— Vous avez choisi les chanteurs avec Peter Brook ?

— Nous avons pratiquement tout fait en commun. Cette « Carmen » a vraiment une double paternité ! Brook — qui est un fin musicien — s'est mêlé de musique et je me suis mêlé de scénographie. En ce qui concerne les chanteurs, le choix n'a pas été simple. Peter désirait des gens jeunes — entre 20 et 30 ans ; disponibles pour dix semaines de répétitions, capables de supporter ses méthodes de travail, yoga, exercices corporels, etc. et surtout des chanteurs non encore pollués par les habitudes de l'opéra ! Nous avons passé des dizaines d'auditions et nous les avons trouvés. Ce que nous leur demandons est d'une difficulté extrême — ne serait-ce que le simple détail de devoir chanter et jouer une heure trente durant, sans répit et sans jamais voir le chef ! Il fallait des êtres désireux de s'investir totalement dans cette aventure.

— Qu'est-ce qui a été le plus dur pour vous : réduire la masse orchestrale ou bien déplacer la succession des scènes et réinjecter certains motifs musicaux à des moments différents, nouveaux ?

— Remodeler l'œuvre dans sa continuité, évidemment. Mettre la tête à la place du tronc ; le tronc à la place des jambes... Cela avait un rapport total avec la dramaturgie. Nous ne voulions pas raconter la même histoire que les « Carmen » traditionnelles. Nous désirions tirer de la trame dramatique l'essence du drame, la partie la plus forte. « Carmen », pour nous, c'est une histoire violente, juvénile, qui se tisse entre quatre personnages principaux. Une histoire d'amour, de mort, de sexe. Il fallait donner aux rapports entre ces personnages une plus grande dimension que ce que nous trouvions chez Bizet.

— Vous trouvez que la Carmen de Bizet est fade ?

— Plus fade, oui. Mais c'est normal. Elle est dictée par l'époque, les conventions morales du XIXe siècle où il ne fallait pas tout montrer. Micaëla, d'ailleurs, a été inventée pour cela : opposer à la noire Carmen une femme de mœurs plus douces, plus nobles. Hélas ! Micaëla est d'une telle tristesse qu'elle n'en fait ressortir que plus terriblement l'irrésistible attrait de Carmen.

— A propos de Micaëla : pourquoi l'avoir récupérée, alors qu'au départ, il s'agissait d'une « Carmen » n'utilisant que le rapport Bizet/Prosper Mérimée où elle n'existe pas ?

— A cause de sa splendeur musicale. C'est moi, en tant que musicien, qui n'ai pas voulu me priver de ses deux apparitions. Mais il fallait la faire exister, cette petite ! Lui trouver un sens... Il nous a paru clair qu'entre Carmen et elle existait un lien : Don José. La première rejette Don José ; la seconde est rejetée par lui. C'est ce rapport, ce lien qui m'a fait imaginer un duo entre Carmen et Micaëla. Leurs deux voix se mêlant sur le thème commun de la mort, auprès du thème commun de Don José.

— En plus de cette invention, vous avez dû également introduire une musique nouvelle, puisque vous faites mourir Escamillo, comme chez Mérimée, et que cela n'existe pas chez Bizet.

— Oui. Au départ, j'avais peur d'une musique neuve, étrangère. Mais il le fallait bien ! J'ai donc composé une minute trente de musique dramatique, sombre, forte. En m'inspirant des thèmes de Bizet. Cette Corrida funèbre, j'aurais préféré la trouver dans la partition, mais rien de ce type n'existait. Cela dit, c'est dur de rentrer dans la peau d'un autre compositeur ! Or il ne fallait pas que je fasse du Marius Constant : cela aurait détonné.

— Deux des innovations, des bouleversements les plus impressionnants sont le début, non plus sur l'ouverture mais sur l'air des cartes ; et la fin, non plus sur Don José, mais sur le thème de la « Habanera » scandé par les timbales...

— L'air des cartes, c'est LE grand moment de cet opéra. Et on ne l'entend jamais comme il faut, parce que Bizet l'a coincé entre deux pantomimes drôles (Frasquita et Mercedes se disant la bonne aventure). Pour moi, c'est le centre du drame : cela signifie que Carmen sait tout ; qu'elle est toujours lucide. On démarre sur la mort. Dès lors, la fatalité prend tout son sens. Quant à la fin, je ne suis pas d'accord avec la mort de Carmen. Pour moi, elle n'est pas une femme mais un mythe. Après la mort d'Escamillo, lorsqu'elle part avec Don José, je la voyais redevenir le tas de haillons, l'apparition spectrale qu'elle est au début. Alors on entendait la « Habanera » de nouveau parce que, tel le Phénix, l'histoire de Carmen pouvait se recommencer... Mais Peter Brook voulait qu'elle meure. Il trouvait mon idée trop « intellectuelle » !

— A quand une prochaine expérience de ce type ?

— Jamais. Une fois et c'est tout. Parce que c'est bien un phénomène unique et que je ne connais pas d'opéras pouvant se plier à ce type d'opération. La partition de Bizet est géniale du début à la fin. Il est donc aisé de dégager l'essentiel.

— Votre « Carmen » dure 1 h 30. On a l'impression que tout est dit. Le reste n'était-il que du superflu ?

— Le reste n'était certainement pas superflu il y a cent ans. Aujourd'hui, peut-être que oui.

— Qu'est-ce que vous a apporté ce travail ?

— Une connaissance plus profonde des lois théâtrales, que je crois nécessaires à toute approche de l'art lyrique, de nos jours. Il faut composer en pensant aussi au théâtre. Trop de compositeurs font des partitions superbes mais dramatiquement nulles. Ou bien trop datées. Typiquement XIXe siècle. On a évolué !

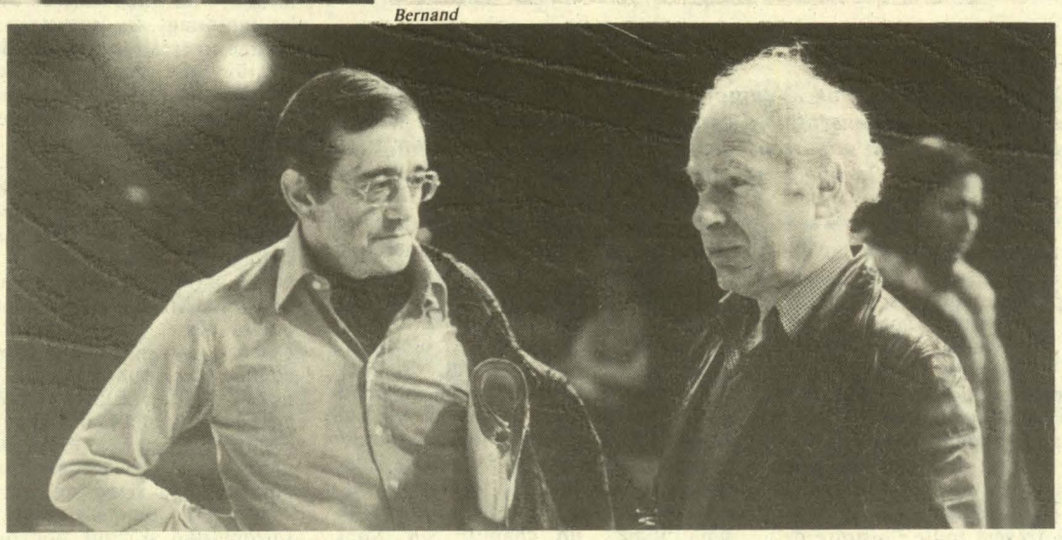
— Et par rapport au public, qu'est-ce que cette « Carmen » a pu apporter ?

— Beaucoup de sensations nouvelles, je pense. Et puis, peut-être avons-nous pu toucher, par ce biais, un public que l'opéra repoussait. Des gens encore effrayés par ce que signifie le lieu, le terme d'opéra. S'ils pouvaient accrocher au drame et, de là, sauter le pas du chant et de la musique ! En fait, cette « Carmen », c'est un acte d'amour ! ●



« Carmen », aux Bouffes du Nord.

Bernand



Marius Constant et Peter Brook.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325